

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet PERIMETER DETECTION SYSTEMS CCTV	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-147874/A	Date 2014-04-01
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-14-2007874	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HN-334-64960	
File No. - N° de dossier hn334.21120-147874	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-05-12	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: McLaughlin, Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur hn334
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3622 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Electrical & Electronics Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B3, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

Les spécifications peuvent dorénavant être consultées et téléchargées en format de document portable (PDF) par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (MERX). Les soumissionnaires doivent prendre note que la pièce jointe 1 (ATT 1) constitué de fichiers PDF, contient l'Énoncé des spécifications techniques ainsi que tous les énoncés des travaux et standards en génie électronique applicables.

Il appartient également à chaque soumissionnaire de se procurer toutes les modifications émises par l'entremise de MERX avant la clôture de la demande de proposition, et d'en tenir compte dans sa soumission.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables
5. Visite obligatoire des lieux

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles exigées avec la soumission

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Condition du matériel

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Réunion
11. Installations de l'entrepreneur
12. Retard causé par Canada
13. Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires

-
14. Ordre de priorité des documents
 15. Services après-vente
 16. Pièces de rechange pour l'espérance de vie de l'équipement
 17. Divulcation des renseignements
 18. T1204 - Information à transmettre par l'entrepreneur

Liste d'annexe

Annexe "A" - Relevé des prix - Installation D'Équipement de Caméras de Télévision en Circuit Ferme au Centre correctionnel communautaire.

Annexe "B" - Critères d'évaluation techniques cotés

FORMULAIRE

Le formulaire suivant est joint au document de l'invitation:

- 1) Accès à un établissement - demande de vérification du dossier au CIPC, CSC/SCC 1279
- 2) Modification / Écart par rapport au modèle, PWGSC-TPSGC 9038

DOCUMENTS FOURNIS SÉPARÉMENT (ATTACHEMENT 1)

- 1) Énoncé des spécifications techniques (EST) ainsi que tous les énoncés des travaux et standards en génie électronique

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions et de contrat subséquent compte sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent le Relevé des prix (ANNEXE A), différents formulaires et l'Attachement électronique no.1 qui inclut le Besoin. Se référer à la Table des matières.

2. Besoin

2.1 Sommaire

SCC a besoin d'améliorer le système actuel périmètre de détection d'intrusion (PIDS) Fermé Circuit Television (CCTV) pour huit (8) institutions: Archambault, Centre régional de réception (CRR), Cowansville, Donnacona, Drummond, Joliette, La Macaza, et Port-Cartier.

Il ya trois (3) établissements à sécurité maximale de Donnacona: à Donnacona, le Centre régional de réception Centre à Ste-Anne-des-Plaines et de Port-Cartier. Il ya quatre établissements à sécurité moyenne: Cowansville à Cowansville, Archambault à Ste-Anne-des-Plaines, La Macaza La Macaza et Drummond en Drummondville. L'institution Joliette est une institution multi-niveaux pour les femmes. La déclaration de technique exigences (STR) couvre les exigences techniques pour les travaux, qui devront être réalisés avec un minimum de perturbation pour le fonctionnement quotidien et la sécurité de l'institution.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Le travail consiste entre autres, à concevoir, fournir, installer et mettre à l'essai l'expansion du système de TCF et offrir la formation technique connexe tel que décrit dans l'énoncé des spécifications techniques (EST). (Se référer à l'Attachement #1 électronique).

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent.

2.2 Exigences de la livraison

La livraison est demandée dans un délai de 30 semaines suivant l'adjudication du contrat.

2.2.1 Livraison offerte

Bien que la livraison soit demandée tel qu'il est précisé ci-dessus, la meilleure date de livraison possible est le _____.

2.3 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____
Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur : _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison :

Nom : _____
Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur : _____
Courriel : _____

2.4 Réparations sous garantie

Il pourrait se révéler nécessaire d'effectuer sur les lieux des réparations sous garantie. On vous demande d'indiquer votre délai d'intervention et les coordonnées du bureau ou du dépôt le plus proche dans lequel des employés pourront effectuer ces travaux. Le délai d'intervention ne devra pas être supérieur à quarante-huit (48) heures. Voici le nom de la personne à contacter:

Temps de réponse: _____
Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

2.5 Services et réparation d'urgence

À la demande de Service correctionnel Canada, l'entrepreneur devra assurer, pendant la durée du contrat, sur les lieux des services ou des réparations d'urgence qui ne font pas l'objet des dispositions relatives à la garantie des Conditions générales 9601. On paiera l'équipe d'urgence selon les modalités indiquées dans les présentes. Le délai d'intervention ne devra pas être supérieur à quatre (4) heures. Voici le nom de la personne à contacter:

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

2.6 Pièces de rechange pour l'espérance de vie de l'équipement

Selon l'une des conditions du contrat subséquent, l'entrepreneur s'engage à fournir des pièces de rechange pour l'équipement proposé pendant la durée de l'espérance de vie de cet équipement.

Le soumissionnaire doit indiquer le nombre d'année de vie de l'équipement. _____ans

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2014/03/01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au **MODULE DE RÉCEPTION DES SOUMISSIONS** de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Visite obligatoire des lieux

Jour 1 – Monday, April 28th 2014

10am @ Cowansville Institution

2:00pm @ Drummond Institution

Jour 2 – Tuesday, April 29th 2014

10:00am @ Archambault Institution

1:00pm @ Regional Reception Centre

Jour 3 – Wednesday, April 30th 2014

1pm @ La Macaza Institution

Jour 4 – Thursday, May 1st 2014

10am @ Joliette Institution for Women

2:00pm @ Donnacona Institution

Jour 5 - Friday, May 2nd 2014

10:00am @ Federal Training Centre

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu

April 28, 2014. Les soumissionnaires répondent à l'entrée principale de la Cowansville Institution, 400 Fordyce Avenue, Cowansville, Quebec J2K 3G6. Les soumissionnaires devront signer une formule de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera jugée irrecevable.

Les soumissionnaires doivent s'assurer d'arriver à la visite à temps. **Ceux qui arriveront en retard ne seront peut-être pas permis d'assister à la visite.**

Les soumissionnaires doivent déléguer au moins un représentant à la visite des installations.

Une autre condition exige que chaque participant obtienne une autorisation d'accès à l'établissement avant la tenue de la visite des installations. Pour obtenir une autorisation, le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante, une copie originale remplie (de préférence dactylographiée), signée par chaque représentant, du formulaire "Demande d'autorisation d'accès à un établissement", pour chacun des représentants participant à la visite. Les formulaires dûment remplis et signés doivent être envoyés par télécopieur au (819) 953-4944 ou par courriel à michael.mclaughlin@pwgsc-tpsgc.gc.ca . On demande que les formulaires soit reçus **au plus tard le 18 avril, 2014. Les formulaires "Demande d'autorisation d'accès à un établissement" reçus après le 18 avril 2014 peuvent ne pas être pris en considération.** Une autorisation d'accès à l'établissement obtenue pour des travaux exécutés dans le cadre de marchés comparables est inacceptable. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement le nom du représentant qui participera à la visite des installations, le nom de la compagnie, les numéros de téléphone, de télécopieur et adresse de courriel.

Les soumissionnaires sont priés de soumettre à l'autorité contractante les questions qu'ils souhaitent voir abordées et la langue qu'ils préfèrent utiliser pour traiter les questions et les clarifications, au plus tard cinq (5) jours civils avant la visite de l'installation.

Les soumissionnaires sont priés de noter que toute précision ou tout changement résultant de la visite des installations sera inclus dans le document d'invitation à soumissionner, sous forme de modification par l'entremise de site achats et ventes du gouvernement du Canada.

Le soumissionnaire devra signer le formulaire de présence fourni par le représentant du SCC.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instruction pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

- Section I : Soumission technique (3 exemplaires papier)
- Section II: Soumission de gestion (3 exemplaires papier)
- Section III: Soumission du soutien (3 exemplaires papier)
- Section IV : Soumission financière (1 exemplaire papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

La soumission technique, de gestion et de soutien devraient être concis et traiter, sans nécessairement s'y limiter, des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Les soumissionnaires devraient traiter de ces critères d'évaluation de manière suffisamment approfondie dans leur soumission. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, Canada demande aux soumissionnaires de reprendre les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent rappeler différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page du passage où le sujet visé est déjà traité.

LE SOUSMISSIONNAIRE DOIT ADRESSER PARAGRAPHE PAR PARAGRAPHE L'ÉNONCÉ DES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES, LES ÉNONCÉS DES TRAVAUX (GÉNIE ÉLECTRONIQUE) ET LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES EN ÉLECTRONIQUE, EN INDIQUANT "CONFORME, COMPRIS, NOTÉ OU NON-APPLICABLE" SELON LE CAS. EN CAS DE BESOIN, LE SOUSMISSIONNAIRE DOIT FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

LA SOUMISSION TECHNIQUE DOIT RENCONTRER TOUTES LES EXIGENCES TECHNIQUES DE L'ÉNONCÉ DES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES (EST), LES ÉNONCÉS DES TRAVAUX (GÉNIE ÉLECTRONIQUE) ET LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES EN ÉLECTRONIQUE. À DÉFAUT DE QUOI LA SOUMISSION SERA JUGÉE NON RECEVABLE ET AUCUNE AUTRE CONSIDÉRATION NE SERA DONNÉ À LA SOUMISSION.

Section II : Soumission de gestion

Dans leur soumission de gestion, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience ainsi que l'équipe de gestion de projet et inclure le contact du ou des client(s).

Section III: Soumission du soutien

Dans leur soumission du soutien (formation des opérateurs et sur l'entretien, manuels, plan et liste de pièce de rechange), les soumissionnaires doivent expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences de soutien.

Section IV : Soumission financière

1.1 Les soumissionnaires doivent compléter l'**ANNEXE A - RELEVÉ DES PRIX** en conformité avec le base d'établissement des prix décrit ci-dessous :

1.2 Base d'établissement des prix

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, livrés droits acquittés (Archambault, Regional Reception Centre (RRC), Cowansville, Donnacona, Drummond, Joliette, La Macaza, and Port-Cartier), la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1.2.1 Conception et Équipement

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme, pour la conception et l'équipement pour l'installation du système, excluant les pièces de rechange et les équipements d'essai.

1.2.2 Frais d'installation et d'essai

1. Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour les activités de mise à l'essai et d'installation. Le prix doit inclure tout les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement.
2. Installation et essai de l'équipement se rapportant aux réparations d'urgence, aux retards et aux modifications de conception.

Le soumissionnaire doit soumettre un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et un taux horaire ferme en dehors des heures de travail normales pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

Ces taux horaires s'appliqueront aux réparations d'urgence, aux retards et aux modifications de conception et seront en vigueur pendant toute la durée de tout contrat éventuel.

Les heures normales de travail sont du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30, à l'exception des jours fériés.

1.2.3 Dépenses de voyage et de subsistance se rapportant à l'installation et l'essai de l'équipement

Le soumissionnaire doit indiquer s'il y a des dépenses de voyage et de subsistance se rapportant à l'installation et l'essai de l'équipement (excluant la formation). Si c'est le cas, le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme, le nombre estimatif de personne et le nombre de jours estimatifs (excluant la formation).

1.2.4 Formation sur les lieux selon les modalités des alinéas 5.1 du document EST.

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour chaque session de formation sur les lieux, en tenant compte des dépenses de voyages.

1.2.5 Documentation

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme incluant les coûts suivant:

Dessins des systèmes installés: selon les modalités de l'alinéa 5.3 du document EST.

Manuel d'utilisation et d'entretien selon les modalités de l'alinéa 5.2 du document EST.

1.2.6 Listes des pièces de rechange et/ou l'équipement d'essai

Le soumissionnaire doit fournir une liste de chaque pièce de rechange et/ou équipement d'essai nécessaire qui est recommandé. Il doit également proposer un prix unitaire ferme pour chaque pièce de rechange et/ou pièce d'essai nécessaire qui est recommandé, conformément à l'alinéa 5.13 du document EST.

1.3 Clauses du guide des CUA

C3011T (11/01/2010) Fluctuation du taux de change

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion, du soutien et financiers mentionnés ci-bas.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Pour être déclaré recevable, le soumissionnaire doit :

- a) adresser paragraphe par paragraphe l'Énoncé des spécifications techniques, l'Énoncé des travaux et les spécifications techniques, en indiquant "conforme, compris, noté ou non-applicable" selon le cas. Le soumissionnaire doit également fournir des renseignements supplémentaires si ceux-ci sont demandés ;
- b) rencontrer toutes les exigences techniques de l'Énoncé des spécifications techniques (EST) et tous les énoncés des travaux et standards en génie électronique ainsi que toutes modifications au document d'invitation émises avant la date de clôture des soumissions ;
- c) obtenir les points minimaux voulus (70 p. 100) pour le technique, gestion et soutien des critères d'évaluation qui sont soumis à l'estimation de point.

1.1.2 Critères techniques cotés

La proposition technique sera évaluée et cotées d'après les critères d'évaluation techniques à l'annexe "B" ci-joint.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les **exigences obligatoires** suivantes seront prises en considération lors de l'évaluation des soumissions :

Conformité à la base d'établissement de prix;

Les prix doivent être soumis pour tous les emplacements figurant à **l'annexe A, Relevé de prix**.

On déterminera le prix global de soumission en additionnant les prix de lot fermes pour les articles à l'ANNEXE A.

2. Méthode de sélection

La soumission recevable ayant le prix global évalué le plus bas à l'annexe A sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

2. Attestations additionnelles exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

2.1 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire il atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Signature

Date

2.2 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que les chaque individu qu'il a préposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

Signature

Date

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité

Une autorisation d'accès à l'établissement est requis avant la tenue de la visite des lieux et avant l'accès au pénitencier. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la partie 2, article 5 - Visite Obligatoire des lieux et la Partie 7, article 3, Exigences relatives à la sécurité.

2. Capacité financière

1. Exigences en matière de capacité financière : Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.

(a) Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).

(b) Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.

(c) Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :

(i) le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);

(ii) les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.

(d) Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.

(e) Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.

(f) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

(g) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

2. Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
3. Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
4. Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC: Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par le Groupe d'analyse des coûts et des prix du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :
 - (a) le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
 - (b) le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

-
5. Autres renseignements : Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.
 6. Confidentialité : Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).
 7. Sécurité : Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

3. Condition du matériel

Clause du guide des CCUA B1000T (30/11/2007), Condition du matériel

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Besoin

L'entrepreneur doit concevoir, fournir, installer, tester et assurer la formation technique et opérationnelle sur les systèmes installés de périmètre de détection d'intrusion telles que décrites dans l'énoncé des besoins techniques (STR). L'entrepreneur doit fournir des documents acceptables pour le maintien de ce système.

Se référer à l'Attachement no.1 pour l'énoncé des spécifications techniques (EST) ainsi que les normes, spécifications générales et particulières et énoncés des travaux applicables. Le EST a pour but de définir les aspects techniques pour l'installation du système de télévision en circuit fermé (TCF) au Centre correctionnel communautaire. Il indique aussi dans quelle mesure les spécifications générales et particulières du SCC sont applicables pour répondre au besoin.

1.1 Travaux additionnels

L'autorité de conception peut, à tout moment avant de délivrer son avis d'acceptation finale, exiger des travaux ou du matériel en sus de ceux qui ont été prévus dans l'Énoncé des travaux. L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux exigences, suppressions et modifications émises de temps à autre par l'autorité de conception, conformément à l'article 13 - Modifications de conception, travaux supplémentaires ou nouveaux travaux, à la partie 7 et aux mêmes conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente.

1.2 Biens facultatifs

- (a) L'entrepreneur, par la présente, accorde au Canada et celui-ci conserve une option irrévocable qu'il peut exercer en tout temps pendant la durée du contrat afin d'obtenir, en tout ou en partie, les pièces de rechange, et/ou équipement d'essai tels que décrit dans l'offre du soumissionnaire.
- (b) Si le Canada décide d'exercer cette option, l'autorité contractante doit fournir à l'entrepreneur, par écrit, un avis d'au moins «30» jours ouvrables.
- (c) Seule l'autorité contractante peut exercer l'option, laquelle sera exercée au moyen d'une modification de contrat officielle.
- (d) Le soutien des prix peut être demandé.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2030 (2014/03/01), Conditions générales - besoins plus complexes de biens.

2.2 Conditions générales supplémentaires

4003 (16/08/2010) Logiciels sous licence

4006 (16/08/2010) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

2.3 Clauses du guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
B1501C	Appareillage électrique	16/06/2006
A9068C	Emplacement - règlements	16/05/2011
A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	16/06/2006
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	16/06/2006

3. Exigences relatives à la sécurité

3.1 Accès à un établissement

Un établissement est exigé avant l'admission à l'institution. L'entrepreneur doit soumettre des formes de CIPC accomplies pour tout le personnel qui travaillera sur l'institution (s). Les formes de CIPC dûment accomplies et signées doivent être soumises dix (10) jours ouvrables avant la date de démarrage comme stipulé dans la Déclaration d'Exigence Technique.

3.2 Le présent document n'est pas classifié

- (1) Criblage de sécurité de ZERO requis, aucun accès à l'information sensible ou capitaux. Le personnel de l'entrepreneur sera escorté dans des secteurs spécifiques de l'établissement, par le personnel correctionnel autorisé du Canada de service.
- (2) Le personnel d'entrepreneur soumettra à une vérification locale d'identité/information, par Correctionnel du Canada de service., avant l'accès à l'établissement. Le service correctionnel Canada se réserve le droit de nier l'accès à l'établissement, de n'importe quel personnel d'entrepreneur, à tout moment.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La conception du système, la livraison de l'équipement connexe, l'installation et l'essai de l'équipement et les travaux connexes doivent être complétés au plus tard le *(Les modalités de livraison telles qu'offertes et acceptées seront indiquées lors de l'octroi du contrat)*.

REMARQUE: La date de livraison sera une condition essentielle dans tout contrat attribué. Nous attirons votre attention à l'article 10 des Conditions générales 2030.

L'entrepreneur devra fournir un calendrier de livraison et d'installation dans les dix (10) jours calendrier suivant la date de l'adjudication du contrat.

4.2 Expédition – Livraison à destination

Les marchandises seront expédiées au point de destination précisé et seront livrées rendu droits acquittés (DDP) (Archambault, Regional Reception Centre (RRC), Cowansville, Donnacona, Drummond, Joliette, La Macaza, and Port-Cartier) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un fournisseur commercial.

4.3 Inspection et acceptation

1) Inspection

L'inspection sera effectuée par l'autorité de conception ou son représentant autorisé à destination.

2) Acceptation finale

- (a) L'entrepreneur devra présenter les travaux, pour acceptation finale, lorsqu'ils auront été conçus, fabriqués, livrés et installés sur les lieux et qu'ils auront subi avec succès tous les essais, en respectant rigoureusement les spécifications et les modalités du contrat; l'entrepreneur doit aussi avoir terminé les travaux en conformité avec toutes les modalités du contrat.
- (b) Après la vérification, l'autorité de conception avisera par écrit l'entrepreneur de l'acceptation finale, cet avis sera l'acceptation finale.

L'inspection et l'acceptation finales se feront à destination, lorsque tous les biens seront livrés et les services rendus, et après que toutes les lacunes identifiées par l'autorité de conception soient corrigées et acceptées.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Mike McLaughlin
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division HN
7B3, Place du Portage, Phase III
11 rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : (819) 956-3622
Télécopieur : (819) 953-4944
Courriel: michael.mclaughlin@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

5.2 Autorité technique (ou Autorité de conception)

Le autorité technique pour le contrat est:
à compléter à l'adjudication du contrat

_____ (nom du autorité technique)

_____ (titre)

_____ (indiquer l'organisation)

_____ (inscrire l'adresse)

Téléphone: _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le autorité technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Numéro de téléphone : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Numéro de télécopieur : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Courriel : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Suivi de la livraison :

Nom : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Numéro de téléphone : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Numéro de télécopieur : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Courriel : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

5.4 Réparations sous garantie

Le nom de la personne à contacter s'il se révèle nécessaire d'effectuer sur les lieux des réparations sous garantie.

Temps de réponse: _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Nom : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Numéro de téléphone : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Numéro de télécopieur : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

Courriel : _____ (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

5.5 Services et réparation d'urgence

À la demande de Service correctionnel Canada, l'entrepreneur devra assurer, pendant la durée du contrat, sur les lieux des services ou des réparations d'urgence qui ne font pas l'objet des dispositions relatives à la garantie des Conditions générales 9601. On paiera l'équipe d'urgence selon les modalités indiquées dans les présentes. Le délai d'intervention ne devra pas être supérieur à quatre (4) heures. Voici le nom de la personne à contacter:

Nom : (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)
No de téléphone : (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)
No de télécopieur : (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)
Adresse électronique : (sera indiqué lors de l'octroi du contrat)

6. Paiement

6.1 Base de paiement

L'Entrepreneur sera payé les prix de lot fermes pour l'équipement, l'installation et le test, des frais de déplacement, la formation sur place, comme - des dessins construits et des manuels pour le système de télévision en circuit fermé comme spécifié dans le Contrat. Les droits de douane sont inclus et des Marchandises et des Services la Taxe à l'achat Fiscale ou Harmonisée est supplémentaire, le cas échéant.

L'Entrepreneur sera payé une société note toutes les heures pour chaque catégorie de travail indiquée pour l'installation et évaluant sur normal et à l'extérieur des heures de travail associées aux réparations d'urgence, des retards, conçoit des changements et des surgissements de travail non prévus.

Le voyage et les frais de subsistance pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de design pendant la performance du contrat seront payés sans n'importe quelle rente pour aérien ou profit. Ces prix seront remboursés conformément aux directives de Conseil du Trésor en fait au temps de voyage. Les paiements sont soumis à l'Audit Gouvernemental. Tout le voyage doit recevoir l'autorisation préalable de l'Autorité de Projet.

6.2 Limitation des dépenses

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.3 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

6.4 Modalités de paiement (inclus modifications de conception)

6.4.1 Paiements d'étape

1. Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de 90p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- (b) la somme de tous les paiements d'étape effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
- (c) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés;
- (d) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.»

6.4.2 Calendrier des étapes

Le calendrier des étapes selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme Suit:

- 1ère étape: conception du système (moins 10% de retenue);
- 100% de la conception (selon l'annexe A-1, article 1)
- 2ième étape: livraison de l'équipement (moins 10% de retenue);
- 100% de l'équipement (selon l'annexe A-1, article 1)
- 3ième étape: complétion de 50 p. 100 de l'installation, incluant les frais de déplacement et de subsistance (moins 10% de retenue);
- 50% de l'installation (selon l'annexe A-1, article 2)
 - Frais applicables de déplacement et de subsistance (selon l'annexe A-1, article 3)
- 4ième étape: installation complète, incluant les frais de déplacement et de subsistance (moins 10% de retenue);
- Installation complétée à 100% (selon l'annexe A-1, article 2)
 - Frais applicables de déplacement et de subsistance (selon l'annexe A-1, article 3)
 -

5ième étape: formation sur les lieux et documentation (moins 10% de retenue);

- 100% de la formation sur les lieux (selon l'annexe A-1, article 4)
- 100% de la documentation (selon l'annexe A-1, article 5 (5.1 et 5.2))

6ième étape: retenues.

6.5 Modalités de paiement - Réparations d'urgence et retards

6.5.1 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.5.2 Frais de déplacement et de subsistance - Réparations d'urgence et retards

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et/ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor (http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/TBM_113/td-dv_f.asp), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

7. Instructions relatives à la facturation

7.1.1 Instructions relatives à la facturation - demande de paiement (inclus modifications de conception)

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPGSC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>).

Chaque demande doit présenter :

- (a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- (c) la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

2. La taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), selon le cas, doit être calculée pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de TPS/TVH à payer car celle-ci a été réclamée et est payable sous les demandes de paiement progressif précédentes.
3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer à l'autorité technique identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

L'autorité technique fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.
4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.1.2 Instructions relatives à la facturation - Réparations d'urgence et retards

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque demande doit être appuyée par :

une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;

2. Les demandes doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original et deux (2) copies doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement:

Correctional Service Canada
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario
K1A 0P9

Au soin de: Rachel Crête

- (b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

8. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Réunion

Une réunion sera convoquée après l'adjudication du contrat à un endroit qui sera déterminé par l'autorité contractante afin de passer en revue les exigences contractuelles et techniques. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal. La réunion aura lieu avec des représentants de l'entrepreneur, de Service correctionnel Canada et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

11. Installations de l'entrepreneur

L'autorité contractante et l'autorité de conception, ou leurs représentants autorisés, devront avoir accès à l'usine de l'entrepreneur et à tous les autres établissements dans lesquels on exécute les processus pertinents.

12. Retard causé par Canada

Si une équipe chargée de l'installation se rend sur les lieux, mais qu'elle est incapable d'exécuter les travaux à cause d'un dérangement causé par les détenus ou d'autres retards imputables au Canada dans l'établissement, l'entrepreneur doit immédiatement en aviser l'autorité de conception. On paiera selon les modalités indiquées dans les présentes les frais de maintien de l'équipe d'installation en disponibilité. Une équipe d'installation ne devra en aucun cas rester en disponibilité pendant de plus de quatre (4) heures par jour sans autorisation préalable.

13. Procédures pour modifications /altération de conception

L'entrepreneur doit suivre les procédures suivantes pour toute modification /altération de conception proposé aux spécifications du contrat.

L'entrepreneur doit remplir la partie 1 du formulaire PWGSC-TPSGC 9038, Modification/écart par rapport au modèle, et en transmettre une (1) copie au responsable technique et une (1) copie à l'autorité contractante.

L'entrepreneur sera autorisé à procéder sur réception du formulaire signé par l'autorité contractante. Une modification au contrat sera émise afin d'incorporer la modification/altération de conception dans le contrat.

14. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4003 (16/08/2010) - Logiciels sous licence
- c) les conditions générales supplémentaires 4006 (16/08/2010) - L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- d) les conditions générales 2030 (27/06/2013) - Conditions générales - besoins plus complexes de biens
- e) Énoncé des spécifications techniques;
- f) l'Annexe « A », Relevé des prix;
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (*inscrire la date de la soumission*), modifiée le _____ (*inscrire la ou les dates des modifications, s'il y a lieu*)

15. Service après-vente

L'entrepreneur atteste qu'il est en mesure d'assurer le service après-vente, suivant la période de garantie, en plus d'être doté du personnel et des installations nécessaires pendant la durée de l'espérance de vie de cet équipement.

16. Pièces de rechange pour l'espérance de vie de l'équipement

Selon l'une des conditions du contrat subséquent, l'entrepreneur s'engage à fournir des pièces de rechange pour l'équipement proposé pendant la durée de l'espérance de vie de cet équipement.

Nombre d'année de vie de l'équipement: (*sera indiqué lors de l'octroi du contrat*) **ans**

Si l'entrepreneur cesse de fabriquer l'équipement acheté pendant la durée pour l'espérance de vie, il devra donner au Canada un préavis suffisant pour lui permettre d'acheter des pièces de rechange jusqu'à la fin de l'espérance de vie de l'équipement ou, à la discrétion du Canada, il devra prendre des dispositions satisfaisantes avec un tiers pour constituer une source permanente d'approvisionnement en pièces de rechange ou pour fournir au Canada, sans frais, une licence non exclusive et sans redevances

qui lui permettra de fabriquer et de faire fabriquer des pièces de rechange pour ses propres besoins, en plus de lui fournir des copies de l'ensemble des dessins, des documents techniques, des spécifications, des instructions de fabrication et des modèles nécessaires à la fabrication des pièces de rechange.

17. Divulgence des renseignements

L'entrepreneur devra garder confidentiels et ne devra ni publier, ni réutiliser, diffuser, divulguer ou communiquer à des tiers les renseignements originaux ou de base se rapportant au **dessins des systèmes installés, aux dessins des établissements et aux manuels**, sauf dans les cas qui pourront être jugés nécessaires pour permettre d'exécuter les travaux en vertu du contrat; dans ces cas, l'entrepreneur devra imposer la même obligation de confidentialité à toutes les personnes auxquelles l'information sera divulguée.

18. T1204 - Information à transmettre par l'entrepreneur

1. Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), chap. 1, (5e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).
2. Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur doit fournir l'information suivante, dans les 45 jours civils suivant la date d'adjudication du contrat :
 - (a) le nom légal de l'entrepreneur, c.-à-d. le nom associé au numéro d'entreprise ou au numéro d'assurance sociale (NAS), ainsi que l'adresse et le code postal;
 - (b) le statut de l'entrepreneur, c.-à-d. particulier, entreprise à propriétaire unique, société commerciale ou société de personnes;
 - (c) le numéro d'entreprise de l'entrepreneur, s'il s'agit d'une société commerciale ou d'une société de personnes ou le NAS, s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise à propriétaire unique. Si l'entrepreneur est une société de personnes qui n'a pas de numéro d'entreprise, l'associé ayant signé le contrat doit fournir son NAS;
 - (d) si l'entité est une coentreprise, le numéro d'entreprise de tous les entrepreneurs faisant partie de celle-ci, ou leur NAS s'ils n'ont pas de numéro d'entreprise.
3. L'information devrait être expédiée à la personne et à l'adresse indiquées ci-dessous. Lorsque l'information requise comprend un NAS, celle-ci doit être expédiée dans une enveloppe portant l'inscription « PROTÉGÉE ».

Nom de la personne : Anne Boisvenue

Adresse : 340 Laurier Avenue Ouest, Ottawa, Ontario, K1A 0P9

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT COWANSVILLE

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(Cowansville, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
Cowansville Institution Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT DRUMMOND

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(Drummond, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
Drummond Institution Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT ARCHAMBAULT

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(Archambault, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
Archambault Institution Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ REGIONAL RECEPTION CENTRE (RRC)

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés (RRC, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
Regional Reception Centre Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT LA MACAZA

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(Cowansville, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
La Macaza Institution Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT JOLIETTE

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(Joliette, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
Joliette Institution Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-14-2007874

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT DONNAONA

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(Cowansville, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
Donnocona Institution Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT FEDERAL TRAINING CENTRE

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(FTC, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
Federal Training centre Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2007874

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE «A»

FICHE DE PRIX

INSTALLATION DU PERIMETRE INTRUSION SYSTEME DE DETECTION @ ÉTABLISSEMENT PORT-CARTIER

Tous les prix doivent être fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés(Port-cartier, QC) la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, les frais de transport à destination et les droits de douane et la taxe d'accise inclus.

1. CONCEPTION ET ÉQUIPEMENT

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme pour la conception et l'équipement requis, excluant le coût des pièces de rechange.

CONCEPTION -

PRIX GLOBAL FERME \$

EQUIPMENT -

PRIX GLOBAL FERME \$

2. FRAIS D'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

2.1 Le prix doit inclure tous les coûts reliés à l'installation et l'essai de l'équipement sauf les coûts de dépenses de voyage et de subsistance reliés à l'installation et à l'essai de l'équipement.

INSTALLATION -

PRIX GLOBAL FERME \$

L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT- PRIX GLOBAL FERME \$

2.2 INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT (TAUX HORAIRE FERME)

Les taux suivants s'appliquent travail décrites pour les réparations d'urgence, les retards et les changements de conception.

Catégorie de
main d'oeuvre

Taux horaire
pendant heures
Normales

Taux horaire
après heures
normales

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

\$ _____
\$ _____
\$ _____
\$ _____

Le soumissionnaire doit proposer un taux horaire ferme pour l'installation et la mise à l'essai pendant les heures de travail normales et en dehors de celles-ci pour chaque catégorie de main-d'oeuvre requise.

3. DÉPENSES DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE SE RAPPORTANT À L'INSTALLATION ET L'ESSAI DE L'ÉQUIPEMENT

Établissement	PRIX GLOBAL FERME
PORT CARTIER INSTITUTION Voyage nécessaire ____oui ____non Nombre approximatif de représentants ____ Nombre approximatif de jours ____	\$

4. FORMATION SUR LES LIEUX

Le soumissionnaire doit proposer un prix global ferme comprenant les dépenses de voyage et de subsistance selon les modalités précisées dans le document EST, alinéas 5.1.

PRIX GLOBAL FERME \$

5. DOCUMENTATION

5.1 DESSINS DES SYSTÈMES INSTALLÉS

Le soumissionnaire doit fournir des dessins des systèmes installés selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.3.

PRIX GLOBAL FERME \$

5.2 MANUELS D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Le soumissionnaire doit fournir des manuels d'utilisation et d'entretien selon les modalités précisées dans le document EST alinéa 5.2.

PRIX GLOBAL FERME \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-14-2007874

OPTION

7. PIÈCES DE RECHANGE ET/OU ÉQUIPEMENT D'ESSAI

Le soumissionnaire doit soumettre des pièces de rechange et-ou une liste d'équipement d'essai identifiant chacun a recommandé des pièces de rechange et-ou un équipement d'essai exigé. Le soumissionnaire doit aussi suggérer un prix unitaire pour chacune des pièces de rechange selon les modalités précisées dans le document EST, alinéa 5.13.

PRIX GLOBAL FERME \$

ANNEXE " B "**CRITÈRES D'ÉVALUATION****1. Critères cotés pour la proposition technique**

La note de passage globale pour la proposition technique est de 70 %. L'évaluation se fait sur une échelle de 100 points. La proposition technique doit inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants.

Critères cotés pour la proposition technique	Nombre de points maximal
<p>1. Compréhension des exigences techniques</p> <p>Le soumissionnaire doit comprendre les exigences techniques liées au système, notamment les dessins préliminaires, les diagrammes, les photos et les croquis de l'architecture du système, la configuration de l'équipement et des renseignements techniques, des documents spécialisés et des brochures sur les produits offerts.</p> <p>(0 point) Le soumissionnaire n'a pas démontré qu'il comprend les exigences. Il a mal évalué la portée du travail requis. De nombreuses questions restent sans réponse. La proposition est vague.</p> <p>(ou 10 points) La proposition indique que le soumissionnaire comprend de façon générale le concept principal des travaux exigés, mais certaines questions restent sans réponse.</p> <p>(ou 20 points) La proposition indique que le soumissionnaire comprend le concept principal des travaux exigés. La solution proposée par le soumissionnaire satisfait aux exigences en matière d'exploitabilité, d'environnement, de fiabilité et de maintenabilité ainsi qu'aux exigences relatives aux tests et à la validation.</p> <p>(ou 30 points) Il est très clair que le soumissionnaire comprend exactement les travaux requis, et la solution proposée excède les exigences à certains égards.</p>	30
<p>2. Conformité avec l'énoncé des exigences techniques (EET)</p> <p>Le soumissionnaire démontre, paragraphe par paragraphe, qu'il s'est conformé à l'énoncé des exigences techniques (EET), à l'énoncé des travaux (ET), aux spécifications et aux normes concernant le respect de chaque exigence.</p> <p>(0 point) La proposition ne montre pas que le soumissionnaire satisfait aux exigences. Le soumissionnaire a mal évalué la portée des travaux requis. De nombreuses questions restent sans réponse. La proposition est vague.</p> <p>(ou 15 points) La proposition indique que le soumissionnaire satisfait de façon générale aux exigences, mais certaines questions restent sans réponse.</p> <p>(ou 30 points) La proposition indique que le soumissionnaire satisfait aux exigences. La solution proposée par le soumissionnaire satisfait aux exigences en</p>	40

Critères cotés pour la proposition technique	Nombre de points maximal
<p>matière d'exploitabilité, de fiabilité et de maintenabilité ainsi qu'aux exigences relatives aux tests.</p> <p>(ou 40 points) Il est très clair que le soumissionnaire satisfait à toutes les exigences et que la solution proposée excède les exigences à certains égards.</p>	
<p>3. Assurance de la qualité et plan des essais d'acceptation</p> <p>Le soumissionnaire décrit les procédures et les processus proposés d'assurance de la qualité et les plans des essais d'acceptation pour s'assurer de respecter les exigences en matière de qualité et précise la façon dont il compte démontrer à la Couronne que le système fonctionne correctement, à la fois dans l'usine (test d'acceptation en usine) et après l'installation (essai d'acceptation sur place), et inclut une liste détaillée des tests à effectuer en précisant les paramètres de réussite ou d'échec. Le nombre maximal de points est ventilé de la façon suivante.</p>	20
<p>3.1 Assurance de la qualité (10 points)</p> <p>Le soumissionnaire indique comment il compte s'assurer de respecter les exigences en matière de qualité et donne une description des procédures d'inspection, de test et de documentation ainsi que des mesures de la qualité.</p> <p>(0 point) La portée de la proposition ne traite pas des produits applicables, de l'objectif en matière de qualité, de limites et des conditions de validité.</p> <p>(ou 7 points) La proposition indique qui examinera les exigences en matière de qualité, consignera et analysera les résultats et réglera les conflits et comment et quand ils le feront. La proposition indique comment on contrôlera les documents et les données. La proposition présente les mesures de contrôle de la qualité pertinentes qui concernent les achats importants. La proposition indique la façon dont on surveillera les processus de production, d'assemblage et d'installation sur place pour veiller au respect des exigences en matière de qualité.</p> <p>(ou 10 points) En plus des critères mentionnés ci dessus, la proposition indique la façon dont on contrôle l'équipement de mesure et d'essai et décrit le format et les résultats des tests qui seront fournis. La proposition présente les méthodes de repérage et de contrôle des produits non conformes pour éviter tout mauvais usage avant l'élimination adéquate du produit.</p>	
<p>3.2 Plan des essais d'acceptation (10 points)</p> <p>La façon dont le soumissionnaire compte démontrer à la Couronne que le système fonctionne correctement, à la fois dans l'usine (essais d'acceptation en usine) et après l'installation (essais d'acceptation sur place); le soumissionnaire doit aussi fournir une liste des essais qu'il effectuera en précisant les paramètres de réussite et d'échec.</p> <p>(0 point) Le soumissionnaire n'a pas répondu aux exigences relatives à la mise à l'essai du système.</p>	

Critères cotés pour la proposition technique	Nombre de points maximal
<p>(ou 7 points) Le soumissionnaire a fourni des feuilles d'essai en précisant uniquement les paramètres de réussite et d'échec, mais n'a pas fourni de paramètres précis d'évaluation des éléments du système.</p> <p>(ou 10 points) Le soumissionnaire a fourni des feuilles d'essai, les paramètres de réussite et d'échec ainsi que des paramètres précis et a démontré que des essais seront effectués sur le système, à l'usine et sur place.</p>	
<p>4. Éléments liés aux risques techniques</p> <p>La proposition indique la façon dont le soumissionnaire compte satisfaire aux exigences techniques et comprend une description des éléments liés aux risques techniques précisant les stratégies d'atténuation.</p> <p>(0 point) Le soumissionnaire n'a pas cerné les éléments liés aux risques techniques ou n'a pas établi de plan d'atténuation des risques techniques.</p> <p>(ou 4 points) Le soumissionnaire a cerné des éléments liés aux risques techniques, mais il n'a pas fourni de plan d'atténuation des risques techniques. Le soumissionnaire dispose d'un processus de gestion des risques.</p> <p>(ou 7,5 points) Le soumissionnaire a cerné les éléments liés aux risques techniques, a fourni un plan d'atténuation des risques et dispose d'un processus de gestion des risques.</p> <p>(ou 10 points) Le soumissionnaire dispose d'un processus de gestion des risques et a pris en compte les risques liés au projet. Le soumissionnaire a abordé les questions liées à la gestion, aux échéanciers, aux changements à la portée du projet, au dépassement des coûts, aux liquidités et aux ressources. Le soumissionnaire a cerné les répercussions associées aux risques techniques. Les risques techniques cernés sont associés au soumissionnaire, au fournisseur, au sous-traitant, au client, à l'intégration ou au rendement de l'équipement. Le soumissionnaire a décrit les stratégies d'atténuation des risques techniques cernés. Des points de décision ont été élaborés pour toute approche d'atténuation des risques liés au projet. Les approches d'atténuation contribuent au respect des exigences du projet.</p>	10
Total - Proposition technique (total de 100 points)	

2. Critères cotés pour la proposition relative à la gestion du projet

La note de passage globale pour la proposition relative à la gestion du projet est de 70 %.
L'évaluation se fait sur une échelle de 100 points. La proposition relative à la gestion du projet doit inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants.

Critères cotés pour la proposition relative à la gestion du projet	Nombre de points maximal
1. Expérience antérieure en gestion de projets Présentation du soumissionnaire, du gestionnaire de projet, du superviseur de projet et des techniciens. Le soumissionnaire a fourni une description détaillée des compétences et de l'expérience antérieure à l'égard de projets comparables en ce qui concerne la taille, les tâches, les responsabilités, les clients, etc. La ventilation du nombre total de points se fait de la façon suivante.	40
1.1 Expérience du soumissionnaire au cours des quatre (4) dernières années (10 points) Le soumissionnaire doit avoir réalisé d'autres projets comparables de façon fructueuse; il doit posséder de l'expérience à l'égard des éléments suivants : a. projet dont la portée et les clients sont comparables; b. valeur en dollars de plus de 100 k\$; c. Installation; d. Formation; e. Dessins; f. Manuels. (0 point) Le soumissionnaire n'a de l'expérience qu'à l'égard de trois éléments. (ou 4 points) Le soumissionnaire n'a de l'expérience qu'à l'égard de quatre éléments. (ou 7,5 points) Le soumissionnaire a de l'expérience à l'égard de cinq éléments ou plus. (ou 10 points) Le soumissionnaire a de l'expérience à l'égard des six éléments.	
1.2 Ampleur de l'expérience au cours des quatre (4) dernières années dans la conception, la fourniture, l'installation et l'intégration de systèmes semblables à ceux décrits à l'énoncé des exigences techniques (EET) (10 points) (0 point) Le soumissionnaire n'a aucune expérience dans la conception, la fourniture, l'installation et l'intégration de systèmes comparables à ceux décrits à l'énoncé des exigences techniques (EET). (ou 4 points) Le soumissionnaire a de l'expérience dans la conception, la fourniture, l'installation et l'intégration de systèmes comparables à ceux décrits à l'énoncé des exigences techniques (EET), dans le secteur privé ou pour des gouvernements provinciaux.	

Critères cotés pour la proposition relative à la gestion du projet	Nombre de points maximal
<p>(ou 7,5 points) Le soumissionnaire a de l'expérience dans la conception, la fourniture, l'installation et l'intégration de systèmes comparables à ceux décrits à l'énoncé des exigences techniques (EET), pour des services correctionnels ou des organisations comparables.</p> <p>(ou 10 points) Le soumissionnaire a de l'expérience dans la conception, la fourniture, l'installation et l'intégration de systèmes comparables à ceux décrits à l'énoncé des exigences techniques (EET), pour le Service correctionnel du Canada (SCC).</p>	
<p>1.3 Expérience globale (années, taille du projet et complexité) et compétences du gestionnaire du projet (10 points)</p> <p>(0 point) Le gestionnaire du projet n'a aucune expérience dans la gestion de projets comparables.</p> <p>(ou 4 points) Le gestionnaire du projet a moins de quatre (4) années d'expérience dans la gestion de projets semblables et ne détient aucune certification du Project Management Institute (PMI).</p> <p>(ou 7,5 points) Le gestionnaire du projet a de quatre à dix ans d'expérience dans la gestion de projets de taille ou de complexité semblable, et il détient une certification du Project Management Institute (PMI) ou possède plus de 15 ans d'expérience dans la gestion de projets de taille et de complexité semblables ou de portée comparable.</p> <p>(ou 10 points) Le gestionnaire de projet a plus de six ans d'expérience dans la gestion de projets de taille et de complexité semblables ou de portée comparable et il détient une certification du Project Management Institute (PMI), un MBA ou des titres de compétence comparables.</p>	
<p>1.4 Expérience globale (années, taille du projet et complexité) et compétences du superviseur (5 points)</p> <p>(0 point) Le superviseur n'a aucune expérience dans la gestion de projets comparables.</p> <p>(ou 2 points) Le superviseur a moins de quatre (4) années d'expérience dans la gestion de projets comparables et ne détient aucune certification du Project Management Institute (PMI)</p> <p>(ou 3,5 points) Le superviseur a de quatre à dix ans d'expérience dans la gestion de projets de taille ou de complexité semblables, et il détient une certification du Project Management Institute (PMI) ou des titres de compétence comparables.</p> <p>(ou 5 points) Le superviseur a plus de six ans d'expérience dans la gestion de projets de taille et de complexité semblables, et il détient une certification du Project Management Institute (PMI) ou des titres de compétence comparables.</p>	

Critères cotés pour la proposition relative à la gestion du projet	Nombre de points maximal
<p>1.5 Expérience globale (années, taille du projet et complexité) et compétences des techniciens (5 points)</p> <p>(0 point) Les techniciens n'ont aucune expérience dans la réalisation de projets comparables.</p> <p>(ou 2 points) Les techniciens ont moins de quatre (4) années d'expérience dans la réalisation de projets comparables et ne détiennent pas de diplôme technique dans les domaines de l'électricité, de l'électromécanique, de l'électronique ou de la mécanique.</p> <p>(ou 3,5 points) Les techniciens ont de quatre à dix années d'expérience dans la réalisation de projets d'ingénierie de taille ou de complexité semblable. Les techniciens détiennent un diplôme technique dans les domaines de l'électricité, de l'électromécanique, de l'électronique ou de la mécanique.</p> <p>(ou 5 points) Les techniciens ont plus de dix années d'expérience dans la réalisation de projets d'ingénierie de taille ou de complexité semblables. Ils détiennent un diplôme technique dans les domaines de l'électricité, de l'électromécanique, de l'électronique ou des télécommunications.</p>	
<p>2. Structure et procédures relatives à la gestion du projet</p> <p>La structure et les procédures relatives à la gestion du projet font la description de la mise en œuvre du projet. Le nombre de points maximal est ventilé de la façon suivante.</p>	30
<p>2.1 Organisation de la gestion du projet et responsabilités (10 points)</p> <p>Cette section ne s'applique qu'au personnel de gestion et concerne l'organisation de l'équipe de projet prévue par le soumissionnaire dans le cadre du contrat.</p> <p>(0 point) Aucune organisation n'a été établie, et aucune équipe de gestion de projet distincte n'est prévue.</p> <p>(ou 4 points) Aucune organisation de gestion du projet n'a été établie, mais le soumissionnaire a soumis un plan détaillé en vue de l'établissement d'une équipe dûment formée.</p> <p>(ou 7,5 points) Le soumissionnaire a établi une structure ou une organisation de gestion du projet comprenant une banque de ressources pouvant être affectées au projet. Le soumissionnaire a affecté des personnes aux postes de gestionnaire de projet, de superviseur de projet, de technicien et d'électricien. Leurs responsabilités sont définies.</p> <p>(ou 10 points) Le soumissionnaire a clairement défini la structure de l'équipe de gestion du projet ainsi qu'une équipe de remplaçants. Leurs responsabilités sont</p>	

Critères cotés pour la proposition relative à la gestion du projet	Nombre de points maximal
définies. Les membres du personnel sont identifiés et affectés à des tâches précises.	
<p>2.2 Procédures relatives à la gestion du projet (20 points)</p> <p>Le présent facteur évalue le système de mise en œuvre de la gestion du projet utilisé par les soumissionnaires.</p> <p>(0 point) La mise en œuvre de la gestion du projet (GP) n'est pas abordée.</p> <p>(ou 7,5 points) Le soumissionnaire a abordé la mise en œuvre de la GP, mais n'a pas fourni suffisamment de détails pour montrer qu'un système de GP est en place.</p> <p>(ou 15 points) Le soumissionnaire a mis en place un système de GP qui lui permet d'assurer la gestion du projet. Il a fourni un plan détaillé concernant la mise en œuvre de la GP.</p> <p>(ou 20 points) Le soumissionnaire a mis en place un système de GP efficace et l'utilise avec succès. Le système de GP permet de suivre de près l'état d'avancement des tâches. La gestion du projet s'appuie sur les techniques PERT/CPM. La structure de répartition du travail est liée à la gestion du projet.</p>	
<p>3. Échéancier, jalons et outils relatifs à la gestion du projet</p> <p>Le soumissionnaire a établi l'échéancier des événements du projet pour tous les produits livrables en précisant les jalons et en expliquant dans quelle mesure ils sont réalistes et réalisables. La disponibilité et l'utilisation d'un outil propre à la gestion de projet et la capacité de soutenir un portail sécurisé qui permet aux clients d'accéder en temps réel à des renseignements propres au projet. Le nombre maximal de points est ventilé de la façon suivante.</p>	20
<p>3.1 Échéancier/jalons (10 points)</p> <p>Le soumissionnaire présente l'échéancier du projet ou des événements pour tous les produits livrables (en précisant les jalons et en expliquant la mesure dans laquelle ils sont réalistes et réalisables), y compris des outils permettant de réagir aux dérapages dans le cadre du projet.</p> <p>(0 point) Le soumissionnaire ne présente aucun échéancier ou la proposition ne contient aucun renseignement sur l'un des trois points suivants : 1) les principaux jalons sont mentionnés; 2) séquence logique; 3) des heures supplémentaires ont été prévues pour les impondérables; 4) les estimations de temps sont réalistes.</p> <p>(ou 5 points) L'échéancier proposé ne contient aucun renseignement sur au plus deux des points suivants : 1) les principaux jalons sont mentionnés; 2) séquence logique; 3) des heures supplémentaires ont été prévues pour les impondérables; 4) les estimations de temps sont réalistes.</p> <p>(ou 7,5 points) L'échéancier proposé tient compte de tous les points suivants : 1) les principaux jalons sont mentionnés; 2) séquence logique; 3) des heures</p>	

Critères cotés pour la proposition relative à la gestion du projet	Nombre de points maximal
<p>supplémentaires ont été prévues pour les impondérables; 4) les estimations de temps sont réalistes. L'échéancier proposé énonce les jalons, les événements importants du contrat, les dates de livraison prévues et le calendrier de production. L'échéancier est réaliste et réalisable, mais ne prévoit aucune marge de manœuvre en cas d'imprévus.</p> <p>(ou 10 points) L'échéancier proposé tient compte de tous les points suivants : 1) les principaux jalons sont mentionnés; 2) séquence logique; 3) des heures supplémentaires ont été prévues pour les impondérables; 4) les estimations de temps sont réalistes. L'échéancier proposé énonce les jalons, les événements importants du contrat, les dates de livraison prévues et le calendrier de production. L'échéancier est réaliste et réalisable et prévoit une marge de manœuvre en cas d'imprévus.</p>	
<p>3.2 Outils relatifs à la gestion du projet (10 points)</p> <p>Ce facteur vise à évaluer la disponibilité d'outils propres à la gestion de projets du soumissionnaire et l'utilisation qu'il en fait ainsi que sa capacité de soutenir un portail sécurisé qui permet aux clients d'accéder en temps réel à des renseignements propres au projet.</p> <p>(0 point) Le soumissionnaire n'a mentionné aucun logiciel de gestion de projets particulier.</p> <p>(ou 7,5 points) Le soumissionnaire a mentionné un logiciel de GP, mais n'offre aucun portail sécurisé qui permet aux clients d'accéder en temps réel à des renseignements propres au projet.</p> <p>(ou 10 points) Le soumissionnaire a mentionné un logiciel de GP et soutient un portail sécurisé qui permet aux clients d'accéder en temps réel à des renseignements propres au projet, notamment aux échéanciers, aux rapports et aux procès-verbaux de réunions.</p>	
<p>4. Risques liés au projet</p> <p>Une description détaillée des risques liés au projet qui concernent l'approche et les processus proposés de gestion de l'ensemble des risques liés au projet (comme les ressources, les coûts, les échéanciers et tous les éléments externes) montrant à quel point le soumissionnaire comprend les risques liés au projet et expliquant comment il se propose de les atténuer.</p> <p>(0 point) Le soumissionnaire n'a pas cerné les risques liés au projet et n'a pas établi de plan d'atténuation des risques.</p> <p>(ou 4 points) Le soumissionnaire a cerné les risques liés au projet, mais n'a pas fourni de plan d'atténuation des risques. Le soumissionnaire a établi un processus de gestion des risques. Il a cerné les risques liés au projet et a prévu un plan d'atténuation pour tout élément à risque élevé.</p>	10

Critères cotés pour la proposition relative à la gestion du projet	Nombre de points maximal
(ou 7,5 points) Le soumissionnaire a cerné les risques liés au projet et proposé un plan d'atténuation des risques. Il a établi un processus de gestion des risques. Il a tenu compte des risques liés au projet et a prévu un plan d'atténuation pour tout élément à risque élevé.	
(ou 10 points) Le soumissionnaire a établi un processus de gestion des risques et a tenu compte de risques liés au projet. Il a abordé les questions liées à la gestion, aux échéanciers, aux changements à la portée, au dépassement des coûts, aux liquidités et aux ressources. Le soumissionnaire a cerné les répercussions des risques. Les risques cernés sont associés au soumissionnaire, au sous traitant, au client, à l'intégration ou au rendement de l'équipement. Le soumissionnaire a décrit les stratégies d'atténuation à employer pour les risques cernés. Il a établi des points de décision pour toute approche d'atténuation des risques du projet. Les approches d'atténuation contribuent au respect des exigences du projet.	
Total - Proposition relative à la gestion du projet (maximum : 100 points)	

3. Critères cotés pour la proposition relative au soutien

La note de passage globale pour la proposition relative au soutien est de 70 %. L'évaluation se fait sur une échelle de 100 points. La proposition relative au soutien doit inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants.

Critères cotés pour la proposition relative au soutien	Nombre de points maximal
1. Aperçu du plan de formation des opérateurs, formation et manuels Le soumissionnaire comprend les exigences relatives à la formation des opérateurs. Le soumissionnaire a décrit le plan de formation, l'approche et l'équipe proposés et fournit des renseignements permettant de satisfaire aux exigences relatives à la formation des opérateurs. Le nombre de points maximal est ventilé de la façon suivante :	45
1.1 Aperçu du plan de formation des opérateurs. (15 points) (0 point) L'aperçu du plan de formation des opérateurs ne satisfait pas aux exigences. (ou 10 points) L'aperçu du plan de formation des opérateurs satisfait aux exigences. (ou 15 points) L'aperçu du plan de formation des opérateurs satisfait aux exigences et les excède.	

Critères cotés pour la proposition relative au soutien	Nombre de points maximal
<p>1.2 Approche relative à la formation, méthode et équipe (15 points)</p> <p>(0 point) Le soumissionnaire n'a pas démontré qu'il comprend l'objectif, et il a mal évalué la portée du travail requis. La proposition ne satisfait pas aux exigences en matière de formation.</p> <p>(ou 6 points) La proposition satisfait aux exigences en matière de formation, et le soumissionnaire a présenté l'équipe de formation. L'approche relative à la formation satisfait aux exigences.</p> <p>(ou 12 points) La proposition satisfait aux exigences en matière de formation et les excède, et le soumissionnaire mise sur une équipe de formation bien établie, qui suit des processus éprouvés.</p> <p>(ou 15 points) La proposition satisfait aux exigences en matière de formation et les excède. Le soumissionnaire mise sur une équipe de formation bien établie qui suit des processus éprouvés. La proposition mentionne différents niveaux de formation et présente différents aperçus de formation pour répondre aux besoins d'opérateurs de divers niveaux.</p>	
<p>1.3 Manuels (15 points)</p> <p>(0 point) Les renseignements ne satisfont pas aux exigences.</p> <p>(ou 10 points) Les renseignements satisfont aux exigences.</p> <p>(ou 15 points) Les renseignements satisfont aux exigences et les excèdent.</p>	
<p>2. Aperçu du plan de formation du personnel de maintenance, formation et manuels</p> <p>Le soumissionnaire comprend les exigences relatives à la formation du personnel de maintenance. Le soumissionnaire a décrit le plan de formation, l'approche et l'équipe proposés et fournit des renseignements permettant de satisfaire aux exigences relatives à la formation du personnel de maintenance. Le nombre de points maximal est ventilé de la façon suivante :</p>	45
<p>2.1 Aperçu du plan de formation du personnel de maintenance (15 points)</p> <p>(0 point) L'aperçu du plan de formation du personnel de maintenance ne satisfait pas aux exigences.</p> <p>(ou 10 points) L'aperçu du plan de formation du personnel de maintenance satisfait aux exigences.</p> <p>(ou 15 points) L'aperçu du plan de formation du personnel de maintenance satisfait aux exigences et les excède.</p>	

Critères cotés pour la proposition relative au soutien	Nombre de points maximal
2.2 Approche relative à la formation, méthode et équipe (15 points) (0 point) Le soumissionnaire n'a pas démontré qu'il comprend l'objectif et a mal évalué la portée du travail requis. La proposition ne satisfait pas aux exigences en matière de formation (ou 10 points) La proposition satisfait aux exigences en matière de formation, et le soumissionnaire a présenté l'équipe de formation. L'approche relative à la formation satisfait aux exigences. (ou 15 points) La proposition satisfait aux exigences en matière de formation et les excède, et le soumissionnaire mise sur une équipe de formation bien établie, qui suit des processus éprouvés.	
2.3 Manuels (15 points) (0 point) Les renseignements ne satisfont pas aux exigences. (ou 10 points) Les renseignements satisfont aux exigences (ou 15 points) Les renseignements satisfont aux exigences et les excèdent.	
3. Plan de remplacement de pièces et liste de pièces de rechange Le soumissionnaire comprend les exigences liées au plan de remplacement de pièces et aux pièces de rechange. Le soumissionnaire décrit le plan de remplacement de pièces et l'approche à l'égard de la liste de pièces de rechange qu'il propose, et il fournit des renseignements permettant de répondre aux exigences liées au plan de remplacement de pièces et à la liste de pièces de rechange. (0 point) Le soumissionnaire n'a pas fourni de plan de remplacement de pièces ni de liste de pièces de rechange. (ou 4 points) Le plan de remplacement de pièces et la liste de pièces de rechange sont incomplets. (ou 7,5 points) Le plan de remplacement de pièces et la liste de pièces de rechange satisfont aux exigences. (ou 10 points) Le plan de remplacement de pièces et la liste de pièces de rechange excèdent les exigences.	10
Total - Proposition relative au soutien (maximum : 100 points)	

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-147874/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn33421120-147874

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-14-2007874

FORMULAIRE

- 1) **Accès à un établissement - demande de vérification du dossier au CIPC, CSC/SCC 1279**
- 2) **Modification / Écart par rapport au modèle, PWGSC-TPSGC 9038**

3 PAGES CI-JOINTE

**Service correctionnel du Canada
Direction des Services techniques
Division des systèmes électroniques**

**4^e édition
Mars 2014**

**ÉNONCÉ
DES
SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES**

MISE À NIVEAU

des

**SYSTÈMES DE TÉLÉVISION EN CIRCUIT FERMÉ DU
SYSTÈME PÉRIMÉTRIQUE DE DÉTECTION DES INTRUSIONS**

AUTORISATION

Le présent énoncé des spécifications techniques a été approuvé par le Service correctionnel du Canada en vue de la mise à niveau des systèmes de télévision en circuit fermé (TCF) du système périmétrique de détection des intrusions (SPDI) aux établissements de Donnacona, Archambault, Drummond, Cowansville et La Macaza, ainsi qu'au Centre fédéral de formation et au Centre régional de réception.

Préparé par :
Raymond Lacoursière

Revu par :

**Alain Davidson, ing.
Systèmes de sécurité électroniques**

Approuvé par :

**Directeur,
Services d'ingénierie**

Table des matières

ABRÉVIATIONS	4
DÉFINITIONS	6
1.0 INTRODUCTION	7
1.1 GÉNÉRALITÉS	7
1.2 PORTÉE	7
1.3 BESOIN	7
1.4 VISITE DES INSTALLATIONS	7
2.0 DOCUMENTS APPLICABLES	8
2.1 APPLICABILITÉ	8
2.2 NORMES ET SPÉCIFICATIONS APPLICABLES	8
2.3 LANGUE	9
3 CRITÈRES OPÉRATIONNELS	9
3.1 GÉNÉRALITÉS	9
4.0 EXIGENCES TECHNIQUES	10
4.1 SYSTÈMES TCF DU SPDI EN PLACE	10
4.2 ENREGISTREURS VIDÉO EN RÉSEAU EN PLACE	10
4.3 POSTES VIDÉO RÉSEAU D'UTILISATEUR EN PLACE	12
4.4 SERVEURS VIDÉO EN PLACE	12
4.5 INTÉGRATION DE L'UIS EN PLACE	13
4.6 ALIMENTATION SANS COUPURE (ASC) EN PLACE	14
4.7 RÉSEAU DE CÂBLES EN PLACE	14
4.8 CHAMP DE VISION	14
4.9 ENLÈVEMENT DE L'ÉQUIPEMENT ET DES CÂBLES	14
4.10 INSTALLATION DU SYSTÈME	14
4.11 CAMÉRAS ET OBJECTIFS	15
4.12 COMMULATEURS	15
4.13 ALIMENTATION DES CAMÉRAS	16
4.14 BOÎTIERS DE CAMÉRA	16
4.15 EMPLACEMENTS AVEC RÉSEAU À FIBRES OPTIQUES	16
4.16 BOÎTIERS D'ÉQUIPEMENTS	17
4.17 CÂBLES ET CONDUITS	18
4.18 COMMULATEURS MATRICIELS VIDÉO	18
4.19 SERVEURS VIDÉO	19
4.20 MONITEURS	19
4.21 COMMANDE D'ESSUIE-GLACE	19
4.22 ALIMENTATION SANS COUPURE	19

4.23	CIRCUITS C.A.....	19
4.24	ARMOIRE CABINET/D'ÉQUIPEMENTS.....	20
4.25	VÉRIFICATION DES CONDUITS DANS LE BUT DE LA RÉUTILISATION.....	20
4.26	DONNÉES PARTICULIÈRES À L'ÉTABLISSEMENT.....	20
4.27	EXTENSIBILITÉ.....	20
4.28	SUBSTITUTION DES MATÉRIAUX ET ÉQUIVALENTS.....	21
4.30	ÉTENDUE DES TRAVAUX.....	22
5.0	EXIGENCES ADDITIONNELLES.....	23
5.1	FORMATION DE L'OPÉRATEUR.....	23
5.2	FORMATION SUR L'ENTRETIEN.....	23
5.3	MANUELS.....	23
5.4	DESSINS DE L'OUVRAGE FINI.....	24
5.5	LOGICIELS.....	24
5.6	ESSAIS.....	24
5.7	TEMPS D'ARRÊT DE FONCTIONNEMENT.....	25
5.8	ACTIVITÉS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	25
5.9	ADRESSE DES ÉTABLISSEMENTS.....	25
5.10	PLATFORME DE GESTION DES ALARMES ET CONTRÔLES DU SPDI ET DU SIAE.....	26
5.11	RESPONSABILITÉ DE L'INTÉGRATION.....	27
5.12	SÉCURITÉ.....	27
5.13	SÉCURITÉ SUR LES LIEUX DE TRAVAIL.....	27
5.14	RESPONSABILITÉ DE COMMUNICATION.....	27
5.15	PIÈCES DE RECHANGE.....	27
6.1	ÉTABLISSEMENT DE COWANSVILLE.....	28
6.2	ÉTABLISSEMENT DE JOLIETTE.....	29
6.3	ÉTABLISSEMENT DE PORT CARTIER.....	30
6.4	CENTRE FEDERAL DE FORMATION.....	30
	ANNEXE A.....	32
	ANNEXE B.....	41

ABRÉVIATIONS

Les abréviations ci-dessous sont utilisées dans le présent énoncé des spécifications techniques :

ARPE	Agent régional du programme d'électronique
ASC	Alimentation sans coupure
CESÉ	Chef, entretien des systèmes électroniques
EST	Énoncé des spécifications techniques
EVR	Enregistreur vidéo en réseau
FOV	Champ de vision
GOC	Gestionnaire, Opérations correctionnelles
IP	Protocole Internet
PER	Plan des essais de réception
PCCC	Poste central de commande et de communications
PVRU	Poste vidéo réseau utilisateur
SCC	Service correctionnel du Canada
SDC	Système de détection à la clôture
SDM	Système de détection de mouvement
SEC	Salle d'équipement commun
SAP	Système d'Adresse Publique
SIAE	Système d'indication des alarmes de l'établissement
SPDI	Système périmétrique de détection des intrusions
SVSS	Système vidéo secondaire de surveillance
TCF	Télévision en circuit fermé
UIS	Unité d'intégration du SPDI

DÉFINITIONS

Les définitions ci-dessous sont utilisées dans le présent EST :

Responsable de la conception : Directeur des services d'ingénierie, Service correctionnel du Canada (SCC)

Responsable du contrat : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Entrepreneur : Entreprise choisie comme adjudicataire

1.0 INTRODUCTION

1.1 Généralités

Le Service correctionnel du Canada doit améliorer les systèmes de télévision en circuit fermé (TCF) du système périmétrique de détection des intrusions (SPDI) pour huit (8) établissements, soit aux établissements d'Archambault, Centre Régional de Réception (CRR), Cowansville, Donnacona, Drummond, Joliette, La Macaza et Port-Cartier.

Il y a trois (3) établissements à sécurité maximale, celui de Donnacona situé à Donnacona, le Centre régional de réception situé à Ste-Anne-des-Plaines et celui de Port-Cartier. Il y a 4 établissements sécurité moyenne, celui de Cowansville situé à Cowansville, d'Archambault situé à Ste-Anne-des-Plaines, de La Macaza situé à La Macaza et de Drummond situé à Drummondville. Un établissement multi-niveau pour femme qui est l'établissement Joliette.

L'énoncé des spécifications techniques (EST) porte sur les exigences techniques nécessaires aux travaux, qui devront perturber le moins possible les activités quotidiennes et la sécurité des établissements.

1.2 Portée

L'entrepreneur doit concevoir, fournir, installer et mettre à l'essai l'équipement décrit dans le présent EST, en plus d'assurer la formation des opérateurs et du personnel d'entretien en ce qui concerne l'équipement installé. Il doit remettre une documentation acceptable sur le fonctionnement et la maintenance de cet équipement.

1.3 Besoin

Le présent EST définit les aspects techniques de l'enlèvement du matériel en place et de l'installation du nouveau matériel.

Il indique dans quelles mesures les spécifications générales et particulières du SCC s'appliquent à la satisfaction du présent besoin.

Le système TCF du SPDI sert principalement à assurer la surveillance vidéo et l'enregistrement du système de détection à la clôture (SDC) et du système de détection de mouvement (SDM) installés au périmètre des établissements. Il est commandé au moyen de l'unité d'intégration du SPDI (UIS) pour la commutation manuelle et automatique des caméras et l'enregistrement.

1.4 Visite des installations

Le responsable de la conception (RC) ou son représentant autorisé coordonnera les visites des installations et indiquera aux entrepreneurs l'emplacement exact de l'équipement.

Les visites peuvent être utiles pour déterminer :

- a. l'espace, l'alimentation, etc., disponibles aux endroits où l'équipement est monté aux établissements;
- b. les conduits et les câbles requis pour l'alimentation et l'interconnexion du système
- c. la disposition générale et les conditions d'exploitation de l'établissement.

2.0 DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Applicabilité

Les dispositions contenues dans les documents énumérés dans les paragraphes qui suivent s'appliquent à tous les aspects des présentes spécifications, sauf si elles sont exclues ou modifiées par le présent EST.

2.2 Normes et spécifications applicables

- a. SE/ET-0101 Énoncé des travaux de génie électronique – Acquisition et installation de systèmes de sécurité électronique
- b. SE/ET-0102 Énoncé des travaux de génie électronique – Contrôle de la qualité des opérations d'approvisionnement et d'installation de systèmes de sécurité électronique
- c. SE/ET-0110 Énoncé des travaux de génie électronique – Systèmes de câbles structurés des systèmes de sécurité électronique
- d. SE/STE-0006 Spécification technique en électronique – Conduits, baies d'équipement et alimentation électrique des systèmes de sécurité des établissements correctionnels fédéraux
- e. SE/STE-0409 Spécification technique en électronique – Système de télévision en circuit fermé du SPDI pour utilisation dans les établissements correctionnels fédéraux, révision 3, novembre 2001
- f. SE/NE-0203 Normes en électronique – Caméra de télévision couleur en circuit fermé avec dispositif de transfert de charge (DTC)
- g. SE/NE-0204 Norme en électronique – Objectifs fixes/zoom, caméra de télévision en circuit fermé
- h. SE/NE-0207 Normes en électronique – Boîtier haute sécurité, télévision en circuit fermé
- i. SE/NE-0221 Normes en électronique – Caméra réseau fixe, télévision en circuit fermé
- k. SE/NE-0227 Normes en électronique – Moniteur couleur à cristaux liquides de télévision en circuit fermé

- I. SE/NE-0228 Normes en électronique – Poste vidéo réseau d'utilisateur de télévision en circuit fermé

2.3 Langue

Le français est la langue utilisée dans les établissements du Québec. Toutes les données d'affichage et de commande, ainsi que les manuels de l'opérateur doivent donc être en français pour ces établissements. Les manuels d'entretien et les documents de l'ouvrage finis ne doivent être fournis qu'en anglais. La formation et la documentation doivent être fournies conformément aux paragraphes 5.1 à 5.4.

3 CRITÈRES OPÉRATIONNELS

3.1 Généralités

Les paramètres opérationnels de l'équipement installé doivent satisfaire aux exigences de performance et de fonctionnement des énoncés de travaux, des spécifications et des normes énumérées au paragraphe 2.2.

3.2 Systèmes de caméra en place

L'entrepreneur doit faire l'essai des caractéristiques opérationnelles de tout l'équipement et tous les systèmes en place, équipement qui est situé à proximité de l'emplacement de travail ou qui sera réutilisé, avant l'enlèvement ou l'installation de tout équipement. L'entrepreneur doit également fournir un rapport écrit de ces essais à l'État.

L'entrepreneur doit identifier toute défaillance opérationnelle de l'équipement, à défaut de quoi il pourrait être tenu responsable des défaillances du système pendant la période de mise en service.

3.3 Concept de fonctionnement

La surveillance vidéo de certaines zones restreintes est requise pour le maintien de conditions sécuritaires et protégées à l'intention du personnel et des détenus. Des caméras TCF seront installées à divers endroits pour assurer la surveillance vidéo requise.

Toutes les fonctions de commande, comme la sélection et la commande des caméras à réglage panoramique/inclinaison/zoom (PIZ), la lecture, l'enregistrement, la recherche ou l'archivage de vidéo sur disque compact enregistrable (CD-R) ou d'un DVD réinscriptible (DVD-RAM), doivent être exécutées au moyen d'une souris. L'interface de l'opérateur doit être identique, que l'utilisateur accède à la partie analogique ou IP du système.

4.0 EXIGENCES TECHNIQUES

4.1 Systèmes TCF du SPDI en place

En général, les systèmes TCF se composent de caméras noir et blanc, de caméras couleur, d'objectifs, de boîtiers extérieurs de caméra montés sur des tours et d'autres structures autour de l'établissement. Les commutateurs vidéo séquentiels sont situés dans les salles d'équipement commun (SEC) et les moniteurs de TCF sont intégrés aux SPDI/SVSS situés dans le poste central de commande et de communications (PCCC). L'entrepreneur aura une description complète du mode opérationnel de la surveillance périmétrique dans le document normatif suivant : *SE/STE-0409 - Spécification technique en électronique – Système de télévision en circuit fermé du SPDI pour utilisation dans les établissements correctionnels fédéraux, révision 3, novembre 2001*

L'entrepreneur doit mettre à l'essai les caractéristiques opérationnelles de tout l'équipement et de tous les systèmes en place, situés à proximité de l'endroit où les travaux seront effectués ou qui seront réutilisés, avant de procéder au retrait ou à l'installation de tout équipement; puis remettre un dossier écrit des essais au CESÉ de la région du Québec.

Il doit identifier toute lacune opérationnelle de l'équipement en voie d'intégration, faute de quoi il sera tenu responsable des lacunes du système durant la période de mise en service du système TCF du SPDI.

Tous les établissements sont dotés d'un système de TCF sur protocole Internet (IP) comprenant un certain nombre de caméras, d'enregistreurs vidéo en réseau (EVR) et de postes vidéo réseau utilisateur (PVRU). Les systèmes de TCF sur IP sont interconnectés au moyen de réseaux à fibres optiques et de câbles de catégorie 6 (CAT6). Le logiciel Omnicast de Genetec a été installé dans le but d'assurer la gestion et la commande du système de TCF.

Chaque établissement est doté d'un système TCF du SPDI comprenant un certain nombre de caméras périmétriques analogiques, un commutateur matriciel vidéo et des moniteurs. Le commutateur vidéo permet de commuter manuellement ou automatiquement les signaux en provenance des caméras. Il est commandé au moyen des commandes de l'unité d'intégration du SPDI (UIS). Les caméras analogiques du SPDI en place ont été raccordées au système de TCF sur IP au moyen de convertisseurs vidéo Axis 243Q NTSC-IP. Les signaux vidéo des caméras du SPDI sont enregistrés dans les EVR d'archivage du système de TCF sur IP.

L'entrepreneur aura à réutiliser le réseau par fibre optique dédié à cet effet, existant dans la plupart des établissements. Dans le cas où il faudra fournir et installer un nouveau réseau de câblage, l'entrepreneur évitera d'utiliser des conduits dans les zones accessibles aux détenus. Il doit faire usage des enchâssures pour canalisations existantes, des conduits existants dans les murs, etc. La section 4.17 détaille les exigences sur les installations et identifications du filage et conduit.

4.2 Enregistreurs vidéo en réseau en place

L'EVR principal (répertoire) est mis en place de manière à :

1. acheminer et contrôler les demandes des systèmes mis en place;
2. contrôler les pannes du système;
3. enregistrer les signaux des caméras du SPDI en cas d'alarme à raison de 15 images/s;
4. enregistrer en continu les signaux des caméras du SPDI à raison de 1 image/s;
5. commander l'interface entre le système de Genetec et le système UIS.

Les EVR secondaires sont mis en place de manière à :

1. enregistrer en continu le SVSS à raison de 15 images/s;
2. assurer le battement de cœur du serveur.

L'EVR du SPDI est mis en place de manière à :

1. enregistrer les signaux des caméras du SPDI en cas d'alarme à raison de 15 images/s;
2. enregistrer en continu les signaux des caméras du SPDI à raison de 1 image/s;
3. assurer le battement de cœur du serveur.

L'EVR anti-panne est mis en place de manière à :

- acheminer et contrôler les demandes des systèmes mis en place en cas de panne de l'EVR;
- contrôler les pannes du système;
- enregistrer les signaux des caméras du SPDI en cas d'alarme à raison de 15 images/s en cas de panne de l'EVR;
- enregistrer en continu les signaux des caméras du SPDI à raison de 1 image/s;
- commander l'interface entre le système de Genetec et le système UIS en cas de panne de l'EVR principal.

Un serveur de la caméra 360° est mis en place pour enregistrer, examiner et exporter les signaux vidéo de la caméra 360° des entrées des établissements.

Lors de l'investigation des systèmes par l'entrepreneur retenu, il découvrira la configuration vidéo actuel d'affichage et d'enregistrement des caméras SPDI comme suit :

- les signaux des caméras du SPDI sont enregistrés en continu à une vitesse de 1 image/s à une résolution de 640 x 480 au moyen de la compression MJPEG pendant au moins 168 heures (7 jours) minimum;
- les signaux des caméras du SVSS sont enregistrés en continu à une vitesse de 15 images/s à une résolution de 640 x 480 au moyen de la compression MJPEG, toujours sous 168 heures (7 jours) minimum;
- l'enregistrement avant l'alarme des signaux de l'ensemble des caméras du SPDI : quatre caméras SPDI par alarme sont déclenchées afin de respecter la norme SE/STE-0409, pendant la durée des alarmes, y compris un tampon pré-alarme de 15 secondes, à une vitesse de 15 images/s à une résolution de 640 x 480 au moyen de la compression MJPEG;
- les signaux des caméras du SPDI peuvent être enregistrés manuellement à une vitesse

de 15 images/s à une résolution de 640 x 480 au moyen de la compression MJPEG pendant la durée de la demande d'enregistrement manuel ou la période de temporisation de l'enregistrement manuel configuré, selon celui qui se produit en premier. La commande d'enregistrement manuel apparaît comme une icône de commande sur l'écran du SPDI. L'activation de la fonction d'enregistrement manuel entraîne l'enregistrement en continu des signaux des quatre caméras affichées à une vitesse de 15 images/s à une résolution de 640 x 480 au moyen d'une compression MJPEG. Lorsque cette fonction est désactivée, l'enregistrement des signaux de ces caméras revient à la normale. La fonction d'enregistrement manuel se désactivera automatiquement après une période préconfigurable, réglée par défaut à 10 minutes. On s'assure ainsi que l'espace de stockage de l'EVR n'est pas utilisé par inadvertance pour enregistrer manuellement des signaux vidéo inutiles;

Des postes vidéo en réseau d'utilisateur (PVRU) sont répartis ou distribués en établissement, branché au réseau aux fins d'administration et de maintenance du système, d'examen des vidéos enregistrées ou pour la surveillance de secteurs en temps réel. Certains PVRU permettent en outre d'archiver les vidéos enregistrées sur CD ou DVD à l'aide du graveur de DVD-RW intégré.

Le système d'enregistrement vidéo TCF du système périmétrique de détection des intrusions est intégré à l'UIS en place afin d'indiquer et de commander les alarmes de système. Ces détails font aussi partie du document normatif *SE/STE-0409*.

4.3 Postes vidéo réseau d'utilisateur en place

Un poste vidéo réseau d'utilisateur (PVRU) est fourni et branché au réseau aux fins d'administration et de maintenance du système, et d'examen des vidéos enregistrées. Il permet, en outre, d'archiver les vidéos enregistrées sur DVD à l'aide du graveur de DVD-RW intégré. Il est connecté au commutateur écran-clavier-souris d'un bâti aux fins de commande et d'affichage.

4.4 Serveurs vidéo en place

Les serveurs vidéo Axis 243Q sont fournis en vue de coder les signaux des caméras analogiques actuelles du SPDI en place aux fins de connexion au système de TCF sur IP.

Chaque serveur vidéo Axis 243Q permet une vitesse de 30 images/s par canal en format MJPEG à une résolution de 640 x 480, en plus d'une image/s par canal en format MJPEG à une résolution de 640 x 480. Les flux de données vidéo MJPEG sont des flux simultanés qui permettent d'obtenir les capacités d'enregistrement nécessaires (Voir *SE/STE-0200*).

Les flux de données vidéo MJPEG-1 des serveurs vidéo Axis 243Q permettent d'enregistrer les signaux de toutes les caméras du SPDI à une vitesse de 15 images/s à une résolution de 640 x 480 pixels dès le déclenchement d'une alarme. L'enregistrement typique d'une alarme comprend les signaux des quatre caméras, correspondant à la zone d'alarme. L'enregistrement commence 15 secondes avant la situation d'alarme (mémoire pré-tampon) et se poursuit pendant toute la durée de l'alarme de l'UIS connexe.

Les flux de données vidéo MJPEG-1 permettent de regarder en direct les vidéos des caméras du SPDI à une vitesse de 30 images/s à une résolution de 640 x 480.

Les flux de données vidéo MJPEG-2 fournis par les serveurs vidéo Axis 243Q permettent d'enregistrer en continu tous les signaux des caméras à une vitesse minimale de 1 image/s à une résolution de 640 x 480 pixels.

Les images vidéo analogiques fournies par les caméras du SPDI sont connectées par les ports de bouclage des commutateurs matriciels vidéo Panasonic WJ-SX550 aux serveurs vidéo Axis 243Q.

4.5 Intégration de l'UIS en place

Les statuts des éléments essentiels du nouveau système d'enregistrement vidéo TCF du SPDI sont intégrés au système de l'UIS en place. Cette intégration est fournie au moyen du LAN à interface série (LAN to Serial Interface [LANSER]) de Dynatrol produit par la firme *Marcomm Fiber Optic inc.*, qui fait partie de l'ensemble du système TCF sur IP et est connecté aux autres éléments du système au moyen du commutateur réseau.

Les capacités d'intégration comprennent celles indiquées ci-dessous :

Panne de la matrice virtuelle de l'EVR
Le LANSER a perdu la communication avec l'EVR.

Panne du système d'archivage de l'EVR
Le processus d'archivage a été arrêté.

Panne du système d'archivage auxiliaire de l'EVR
Le processus d'archivage auxiliaire a été arrêté.

Panne de la macro d'intégration de Genetec
Le LANSER a perdu la communication avec la macro d'intégration utilisée pour transmettre les changements d'état entre le système de Genetec et le SIAE.

Serveur de la caméra 360° hors tension
Le LANSER a perdu la communication avec le serveur de la caméra 360°.

Panne de la caméra 360°
La caméra 360° est hors tension et/ou le signal vidéo n'est pas gravé sur un disque.

Panne de l'ASC
L'ASC n'est pas alimentée en courant alternatif.

ASC hors tension
Le LANSER a perdu la communication avec l'ASC.

Alarme de perte de codeur (par codeur)

Le codeur est hors tension, et le signal vidéo connexe n'est pas gravé sur un disque.

Alarme de perte de signal vidéo (par codeur)

Le signal analogique lié au codeur est perdu, et un écran blanc apparaît et cette image est gravée sur un disque.

4.6 Alimentation sans coupure (ASC) en place

L'équipement de TCF sur IP en place dans la salle d'équipement commun (SEC) est alimenté par une ASC qui permet d'assurer une alimentation de secours pendant plus d'une heure minimum.

4.7 Réseau de câbles en place

La caméra du SPDI et les commandes de l'essuie-glace sont raccordées au système de TCF sur IP par des réseaux de câbles à fibres optiques pour les établissements qui ont un réseau à fibres optiques ou de câbles coaxiaux pour les autres établissements. Pour obtenir plus d'informations sur les réseaux de câbles de tous les établissements, voir les annexes C.

4.8 Champ de vision

L'entrepreneur doit prendre des photos ou faire des enregistrements numériques sur CD ou DVD de tous les champs de vision (FOV) des caméras à remplacer avant le début des travaux. Les photos ou les enregistrements des FOV doivent être remis au SCC avant le début des travaux. Les FOV de toutes les caméras de remplacement et de toutes les combinaisons d'objectifs doivent être de qualité supérieure ou égale aux FOV de départ.

4.9 Enlèvement de l'équipement et des câbles

L'entrepreneur doit enlever tous les câbles, les conduits, les armoires, le matériel et l'équipement redondants qui se trouvent à l'intérieur et à l'extérieur de divers bâtiments. Il doit prendre des précautions pour éviter d'endommager les câbles et les conduits d'autres systèmes. Tout l'équipement électronique et les armoires doivent être remis au SCC en bon état. L'entrepreneur doit sortir tous les câbles, les conduits et le matériel enlevés à l'extérieur des lieux pour l'éliminer, conformément à des pratiques respectueuses de l'environnement.

L'entrepreneur doit remettre au CESÉ ou à son représentant dédié à l'établissement une liste de tout l'équipement et des armoires enlevés. Cette liste doit au moins comprendre les renseignements suivants : l'emplacement, la marque, le modèle et le numéro de série. Ces renseignements permettront d'assurer le retrait de l'équipement du contrat d'entretien et de leur élimination appropriée.

4.10 Installation du système

L'entrepreneur doit fournir, installer et mettre à l'essai toutes les caméras TCF du SPDI, ainsi que les

éléments des systèmes connexes, qu'il s'agisse de nouveaux équipements ou d'équipement de remplacement, tel qu'il est indiqué dans le présent énoncé. Toutes les caméras TCF et les éléments, nouveaux ou de remplacement, installés dans le cadre du présent contrat doivent être compatibles avec les systèmes de TCF sur IP en place et y être complètement intégrés. Ces derniers doivent, en outre, être étendus et reconfigurés de manière à permettre l'intégration. Les câbles vidéo des nouvelles caméras ou des caméras de remplacement doivent être raccordés aux systèmes TCF sur IP intégrés, et les signaux qu'ils acheminent doivent être enregistrés par ces systèmes. Les nouveaux éléments du système de TCF sur IP doivent satisfaire à toutes les exigences de performance et de fonctionnement énoncées dans les EST, les normes et les spécifications énoncées à la section 2.2 ou les dépasser.

4.11 Caméras et objectifs

L'entrepreneur doit fournir et installer des caméras IP fixe avec boîtier équipé de système de chauffage intégré ainsi qu'essuies glace aux emplacements et selon les quantités précisés à l'annexe B. L'entrepreneur devra également fournir des caméras supplémentaires pour la nécessité remplacement dont la quantité est aussi décrite dans l'annexe B. Le matériel préconisé répondra aux caractéristiques d'alimentation par port PoE, aux sensibilités lumineuses jour/nuit suivant les critères techniques du SCC ainsi que des contacts secs nécessaires pour l'action des d'essuies glaces au boîtier extérieur qui sera transmise sur la fibre optique existante dans la majorité des établissements. Selon les photos des champs de vision de chacune des caméras (Voir section 4.8), Les lentilles de la caméra doit être à ajustement variable selon les besoins par emplacement d'installation pour le meilleur champ de vision. Tels que: lentilles à focale 2.8-11mm, 3.0-8.0mm, et 5-50mm, variables. Toutes les caméras doivent fonctionner en mode couleur et en mode noir/blanc pour la nuit, et doivent passer automatiquement d'un mode à l'autre en fonction de l'intensité lumineuse de la journée. La cadence de prises de vue, ainsi que la compression vidéo doivent être H.264 pour l'ensemble de toutes les caméras du système et non seulement sont dédiés à la surveillance périmétrique. Un des contacts secs sur la caméra devra être utilisé pour alimenter l'essuie-glace (Voir section 4.22).

Les exigences environnementales, mécaniques, techniques et d'alimentation pour les caméras fixes sont énoncées dans la norme SE/NE-0221.

Les exigences environnementales, mécaniques et techniques pour les objectifs fixes et à focale variable sont spécifiées dans la norme SE/NE-0204. Les objectifs doivent provenir du même fabricant que les caméras ou être approuvés par le fabricant des caméras. Les objectifs d'un tiers non reconnu ne sont pas acceptables.

4.12 Commutateurs

Tout équipement extérieur connexe dans les boîtes NEMA existant sur le pourtour du périmètre devra être certifié IP66 ou IP67 afin de respecter les exigences des conditions météo.

Les commutateurs installés dans les boîtiers d'équipement permettant de faire la conversion CAT6 à fibre optique doivent être de type à alimentation par réseau Ethernet (PoE). Ces commutateurs doivent alimenter les caméras via un câble de CAT6. Suivant la visite des soumissionnaires, le SCC

désignera les équipements qui seront installés dans des boîtiers existant NEMA 4X de dimension, en pouce, de 30X36X8 (longueur X hauteur X largeur). Comme l'espace des boîtiers y est restreinte, les commutateurs offriront une possibilité maximum de douze ports.

4.13 Alimentation des caméras

L'alimentation des caméras doit se faire par les commutateurs nouvellement installés situés dans les boîtes d'équipement. Ces commutateurs doivent être de type «Power on Ethernet» (PoE). (Voir la section 4.12) L'alimentation va se faire via un câble de CAT6.

4.14 Boîtiers de caméra

L'entrepreneur doit fournir et installer des boîtiers à chauffage/dégivrage avec essuie-glace intégré aux emplacements et selon les quantités précisées à l'annexe B. L'entrepreneur devra également fournir des boîtiers supplémentaires pour l'inventaire de rechange tel qu'il sont dénombrés en annexe B. Le matériel préconisé par l'entrepreneur devra surpasser les caractéristiques techniques du SCC. Par exemple : la marque VIDEOTEC modèle HOV, grâce au système de chauffage étant près de l'ouverture de la lentille nécessaire au dégivrage de la vitre et le moteur permettant de tourner dans le vide advenant que l'essuie-glace soit pris dans la glace, évitant ainsi le moteur de surchauffé. L'alimentation de ces boîtiers va se faire à partir des boîtes d'équipement NEMA 4X mentionné au point 4.12.

4.15 Emplacements avec réseau à fibres optiques

Chaque emplacement est doté d'armoires d'alimentation (chauffées) EN4SD36308GY NEMA 4 de Hammond de 120 V c.a. pour distribution de fibres. L'alimentation c.a. est fournie par les circuits locaux TCF du SPDI les plus près possible. L'alimentation c.a. est branchée sur les nouvelles armoires de distribution à fibres optiques, conformément aux codes d'électricité locaux.

Un câble 50/125 multimode à fibres flottantes est fourni et installé dans les chemins de câbles en place, entre la SEC et les nouvelles armoires de distribution à fibres optiques. Les nouvelles fibres optiques sont branchées au moyen de connecteurs thermofusibles ST 6100-B de 3M. Au point d'entrée éloigné de la SEC, les fibres sont logées dans un tableau de connexion monté sur bâti à 72 ports F1-RM72XA muni de douze (12) plaques de coupleur F1-ST6LM. Les nouvelles fibres optiques sont branchées au moyen de connecteurs ST sur les tableaux de connexion muraux à 12 ports F1-EW12, comportant chacun une ou deux plaques de coupleur F1-ST6LM. Toutes les nouvelles fibres optiques ont été mises à l'essai dans les deux directions à l'aide d'un réflectomètre optique dans le domaine temporel (OTDR) aux longueurs d'onde de 850 nm et de 1 300 nm. Les résultats des essais sont présentés en copie papier et en copie électronique dans les manuels d'entretien.

Les éléments suivants sont fournis : les émetteurs MTM-1690P d'American Fibertek (AFT) situés du côté de la caméra, et les récepteurs de cartes de baie RRM-1690P d'AFT installés dans les paniers à cartes SR20/2 d'AFT, situés dans la SEC. Le MTM-1690P et le RRM-1690P d'AFT sont des émetteurs-récepteurs bidirectionnels à fibres optiques simples qui prennent en charge la

caméra Panasonic à lecture arrière à signaux vidéo unidirectionnels et la commande de panoramique/inclinaison/zoom (PIZ) ainsi que la synchronisation VD2. De plus, les émetteurs récepteurs fournissent une fermeture de contact bidirectionnelle qui assure la commande de mise en marche et d'arrêt des essuie-glaces nécessaires sans exiger une paire séparée de modules à fibres optiques. Un brin de fibre optique dédié est fourni pour chaque caméra.

L'entrepreneur doit fournir et installer un réseau à fibres optiques dans les établissements où il n'y en pas. Le réseau d'interconnexion à fibres optiques doit avoir 24 liens.

L'Entrepreneur doit fournir des câbles de fibres optiques qui répondent aux exigences décrites ci-dessous:

- .1 Condition d'exploitation : pour l'extérieur, l'intérieur, sous terrain et aérien.
- .2 Type de fibre : 50/125 µm GIGALite ISO/IEC OM3
- .3 Nombre de fibres optiques : 24
- .4 Atténuation maximum (dB/KM) : 3.0/1.0
- .5 Température :
 - .1 Température de fonctionnement: -40oC à 70oC.
- .6 Produit acceptable : Corning, Berk-Tek ou équivalent approuvé.

Au total, trois (3) établissements devront recevoir un réseau d'interconnexion à fibres optiques. (Plus de détails à la section 6)

L'établissement de Cowansville aura besoin d'un réseau complet de câblage du signal vidéo par fibres optiques. La fibre doit être fixée sur la clôture périmétrique, à environ deux pieds du sommet de celle-ci. La fibre doit être à l'intérieur de la clôture extérieure et doit être attaché à l'aide d'attache résistant aux rayons ultraviolets. On considère un pourtour moyen de 1.5 Km de distance de clôture. L'arrivée de la fibre doit aboutir dans le cabinet d'équipement situé dans la SEC.

Les établissements Port-Cartier et Joliette auront besoin d'un réseau complet de câblage du signal vidéo par fibres optiques. La fibre doit être fixée sur la clôture périmétrique, à environ deux pieds du sommet de celle-ci. La fibre doit être à l'intérieur de la clôture extérieure et doit être attaché à l'aide d'attache résistant aux rayons ultraviolets. On considère un pourtour moyen de 1.5 Km de distance de clôture. L'arrivée de la fibre doit aboutir dans le cabinet d'équipement situé dans la SEC.

Tous les autres établissements soit : Donnacona, Drummond, Leclerc, Archambault, Centre régional de réception et La Macaza ont déjà leur réseau par fibres optiques.

4.16 Boîtiers d'équipements

Tous les établissements qui auront besoin d'un réseau interconnexion à fibres optiques auront également besoin de nouveaux boîtiers d'équipements et de nouveaux conduits. (Plus de détails voir section 6)

L'établissement de Cowansville, Port-Cartier et Joliette auront donc besoin de nouveaux boîtiers d'équipements (pour la quantité voir annexe B). Tous les nouveaux matériaux y devront être

installés.

L'entrepreneur doit fournir et installer des boîtiers de type NEMA 4X de dimension, en pouce, de 30X36X8 (longueur X hauteur X largeur) avec un contact d'alarmes de tentative de sabotage.

4.17 Câbles et conduits

Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit éviter d'utiliser des conduits dans les aires auxquelles les détenus ont accès. Si possible, il doit utiliser notamment les baies de tuyau en place et les tuyaux dans les murs. La longueur minimale nécessaire des nouveaux conduits doit être la plus courte possible. Tous les nouveaux conduits qui sont installés dans le cadre du présent projet et qui contiennent des câbles vidéo doivent être marqués, sauf dans les aires auxquelles les détenus ont accès, au moyen d'étiquettes bien en vue comportant des indications en **VERT VIF**. Les étiquettes doivent être situées aux extrémités de chaque conduit, des deux côtés du mur dans lequel le conduit passe, et à des points situés à tous les 3,5 m le long des conduits.

Les câbles de données et les câbles de raccordement (de calibre 23 ou de grosseur supérieure), les jacks et les embouts de connecteur installés dans le cadre du présent projet, qu'ils soient de CAT 6 ou à fibres optiques, doivent être de couleur **VERT VIF**. Les câbles doivent être cotés FT4.

Les câbles de raccordement doivent être des câbles multibrins munis de connecteurs RJ45. Les connecteurs RJ45 ne doivent pas être fixés à un câble à conducteur plein.

Les câbles CAT 6 installés* doivent être des câbles à conducteur plein et être branchés sur les tableaux de connexion dans les bâtis d'équipement ou aux tableaux de raccordement à d'autres endroits.

* On entend par « câble installé » tout câble acheminé dans un conduit, raccordant deux aires d'un bâtiment ou se rendant plus loin que l'armoire d'équipement adjacente, lorsqu'il y a une série d'armoires.

Nota : Pour être considérées comme adjacentes, les armoires d'équipement doivent être juxtaposées sans panneau latéral de façon à permettre les connexions ouvertes.

L'entrepreneur peut utiliser un conduit libéré après le retrait de câbles TCF redondants. L'entrepreneur devra déterminer la taille et le nombre de conduits libres au moment de la visite de l'emplacement.

4.18 Commutateurs matriciels vidéo

Les câbles vidéo des caméras du SPD1 des établissements sont raccordés à des commutateurs matriciels vidéo Panasonic WJ-SX550. Ces commutateurs vidéo sont commandés au moyen de signaux de commande provenant de l'UIS (Voir section 5.10). Tous les commutateurs vidéo doivent être retirés. L'entrepreneur doit s'interfacer sur l'UIS et les systèmes de TCF sur IP en place pour que l'UIS transmette les signaux nécessaires et compatibles au déclenchement des alarmes et à

l'enregistrement manuel, conformément au paragraphe 4.2.

4.19 Serveurs vidéo

Les signaux vidéo de toutes les caméras des établissements sont transmis à des commutateurs vidéo par le biais de serveurs vidéo au système de TCF sur IP. Tous les serveurs vidéo doivent être enlevés, car ils ne seront plus utilisés avec l'arrivée des nouveaux équipements. (Voir section 4.9) Les signaux vidéo de toutes les caméras doivent être raccordés directement au système de TCF sur IP.

4.20 Moniteurs

Il y a quatre moniteurs TCF dans chaque PCCC. Tous les moniteurs qui sont de version technologique monochrome (noir / blanc) doivent être remplacés par des moniteurs couleur. Les moniteurs de remplacement doivent être de même grandeur pour pouvoir rentrer dans l'unité du cabinet (Voir SE/STE-0227). Certains moniteurs qui sont situés à l'extérieur de la SEC peuvent ne plus être compatibles avec le nouveau système numérique en place. Si ces moniteurs n'ont que des entrées coaxiales, il faudra les remplacer par des nouveaux moniteurs qui sont compatible avec le nouveau système.

4.21 Commande d'essuie-glace

Il y a des entrées/sorties sur la caméra Axis 221. Un de ses contacts permettra de commander l'essuie-glace.

Dans la SEC, l'entrepreneur doit fournir et installer un nombre suffisant de modules entrées/sorties par réseau IP. À titre indicatif, l'appareil Axis P8821 permettrait cette possibilité d'action. Ces modules permettent de faire le lien entre la commande de l'essuie-glace et l'encodeur vidéo. L'entrepreneur désignera tout autre marque et modèle équivalent suivant cette stratégie de réalisation. Nous privilégierions une installation sous baie de carte d'expansion.

4.22 Alimentation sans coupure

L'entrepreneur doit assurer une alimentation sans coupure (ASC) pour alimenter les commutateurs situés dans les boîtiers périmétriques. Un UPS doit être installé dans chaque boîtier périmétrique. L'UPS doit avoir une capacité suffisante pour assurer une alimentation de secours pendant une heure et offrir une résistance environnementale de -40°C to 60°C.

4.23 Circuits c.a.

L'entrepreneur doit fournir et installer un nombre suffisant de circuits d'alimentation de secours de 120 V c.a. pour alimenter tous les nouveaux équipements. L'entrepreneur doit fournir et installer suffisamment de prises c.a. pour permettre de brancher tout le nouvel équipement installé dans le cadre du projet. Le nouvel équipement ne doit pas être alimenté au moyen des circuits et des prises en place. L'utilisation de barres d'alimentation résidentielles ou de bureau est interdite.

4.24 Armoire Cabinet/d'équipements

Dans le cas où la portée des travaux nécessiteraient la fourniture/installation d'un cabinet d'équipement dans le SEC/SET d'un des établissements concernés, voici les exigences à suivre :

Distribution d'alimentation à l'intérieur d'une armoire ou d'un bâti au moyen de deux bandes de prises d'alimentation, fournies par le fabricant de l'armoire ou du bâti d'origine, chaque bande devant compter au moins six prises et être raccordée à l'alimentation de secours;

Plafond surélevé pour l'aération;

Portes de métal à l'avant et à l'arrière, toutes munies d'évents à lames et de verrous à clés identiques;

Panneaux latéraux amovibles, munis d'évents à lames;

Quatre pieds articulés réglables;

Longerons réglables pour le montage d'équipement, largeur de 19 po standard de l'EIA;

Profondeur utilisable d'au moins 32 po, hauteur utilisable d'au moins 77 po.

4.25 Vérification des conduits dans le but de la réutilisation

Cette section précise la réutilisation de canal et conduit existant dans les établissements. Dans les cas particuliers où il y aura distribution de fibre optique sur les pourtours périmétriques. L'entrepreneur doit inspecter tous les conduits qui devront être réutiliser pour s'assurer qu'il n'y a pas de conduit non réutilisable et disponibles. L'entrepreneur doit fournir un rapport écrit de ces vérifications au SCC. Tout conduit qui n'est pas réutilisable devra être remplacé suivant les procédures de demande de modification au contrat. L'entrepreneur fournira un estimer des coûts de réalisation et les épreuves d'inspections nécessaires à la justification de la demande de changement afin de porter modification à la portée des travaux.

4.26 Données particulières à l'établissement

Voir l'annexe C pour obtenir plus d'informations sur le câblage d'interconnexion et les éléments du système en place.

4.27 Extensibilité

Il doit être possible d'étendre le système au-delà de la capacité initiale installée par l'ajout de matériel. La capacité d'expansion du système ne doit pas être limitée à cet égard.

Il doit être possible d'utiliser le réseau d'interconnexion numérique pour d'autres applications à venir, comme le téléappel phonique, l'interphone, le contrôle d'accès et la commande de portes. Ces systèmes peuvent être installés par un autre fabricant que celui qui a fourni le système vidéo IP initial.

4.28 Substitution des matériaux et équivalents

1. L'entrepreneur doit considérer qu'au moment de la construction, aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Canada par un produit fabriqué hors du Canada, à moins que cette substitution ne se traduise par une économie substantielle et qu'elle soit approuvée par le SCC.
2. Les noms de fabricants, les références de catalogue et les marques de commerce qui peuvent apparaître sur les plans ou dans les devis sont utilisés pour démontrer de façon précise la sorte et la qualité de l'équipement, des marchandises et des matériaux exigés. Les soumissions devront être basées sur les produits indiqués aux plans et devis. Lorsque plus d'une marque de commerce est spécifiée au devis pour un même matériau ou produit, l'entrepreneur demeurera libre de choisir en tout temps l'un quelconque des produits spécifiés, sauf pour les items dont il doit faire le choix lors de la présentation de sa soumission.
3. Pour les principales pièces d'électricité, l'entrepreneur devra déterminer son choix du produit qu'il se propose d'utiliser lors de la présentation de sa soumission. Si pour un de ces items, l'entrepreneur propose un produit équivalent, il devra l'indiquer à l'item approprié en plus de l'indication de son choix de l'un des produits permis par le devis.
4. L'entrepreneur devra exécuter, à ses frais, tous les changements requis, tous les détails, qu'ils soient exécutés par lui-même ou par un des sous-traitants, lorsqu'il choisit un produit ou matériau autre que celui qui a servi de base à la préparation des plans et devis.
5. L'entrepreneur ne pourra faire qu'une demande de substitution pour chaque item spécifié et si elle est refusée, il s'en tiendra à ce qui est spécifié.
6. Cette demande sera faite avant l'achat de l'appareil, faute de quoi les frais qui pourraient être encourus, par suite d'un refus de substitution, seront à la charge de l'entrepreneur.
7. Le gestionnaire du projet du SCC pourra demander des preuves d'équivalence que l'entrepreneur devra fournir au moyen de documents, tels que spécifications techniques ou de rapports émis par un laboratoire reconnu qui aura conduit les essais et fait les analyses sur les marchandises, l'équipement ou les matériaux concernés. Les principaux critères de base sont les suivants : construction, rendement, capacité, dimensions, agencement des raccords, normes minimales, disponibilité des pièces de rechange, problème d'entretien, contrôle, délais de livraison, existence d'appareils semblables en service depuis quelque temps.
8. Une meilleure livraison ne sera pas une raison suffisante pour justifier une demande de substitution car il est présumé que l'entrepreneur, en soumissionnant, a tenu compte des délais de livraison de ses fournisseurs.
9. L'entrepreneur (et ses sous-traitants) désirant utiliser des marchandises, de l'équipement ou des matériaux considérés par lui comme étant des équivalents à ceux décrits par telles marques de commerce, devra soumettre sa demande avec sa soumission, en indiquant la différence de prix (en plus ou en moins) qui s'appliquerait si l'équivalent est accepté.
10. Tout matériau ou produit proposé comme équivalence sera considéré comme non équivalent jusqu'à ce qu'un certificat d'équivalence ait été émis par l'ingénieur du projet du SCC.

11. Si l'entrepreneur ne réussit pas à satisfaire les exigences l'ingénieur du projet du SCC démontrant que l'appareil qu'il désire installer est égal ou supérieur à celui qui est spécifié, il devra installer celui qui est spécifié.
12. Il est expressément convenu qu'aucune demande d'équivalence ne sera étudiée si elle est reçue après l'ouverture des soumissions.

4.30 Étendue des travaux

Dans le cadre du projet, l'entrepreneur aura les responsabilités suivantes :

1. Devra examiner attentivement la nature et condition actuelle de l'établissement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour évaluer de façon définitive les travaux devant y être exécutés, car aucun extra ne pourra être réclamé à ce propos.
2. Le présent contrat comprend la fourniture des matériaux, la main-d'œuvre, le travail, les outils, les échafaudages, ainsi que tout ce qui est nécessaire à une installation complète des travaux de fourniture/installation décrits dans le présent ETD, pour l'aménagement complet du projet cité en rubrique.
3. Tout le matériel doit être neufs, de la qualité spécifiée et porter le sceau d'approbation approprié (CSA, etc.).
4. Faire le remplacement des caméras analogiques actuel par des caméras IP.
5. Fournir et installer des boîtiers de caméras chauffés/ventilés équiper de système d'essuie-glace pour chacune des caméras nouvellement installées.
6. Fournir et installer un convertisseur fibre optique/Ethernet dans les boîtiers périmétrique.
7. Interfacer et alimenter les caméras à l'aide d'un câble Cat6 sous stratégie « PoE ».
8. Démanteler la matrice (Panasonic SX550C) dans le cabinet du SEC ou dans le cabinet du CCCP.
9. Programmer une matrice virtuelle de la plateforme Omnicast.
10. Interfacer la matrice virtuelle aux équipements actuels.
11. Interfacer les moniteurs aux nouveaux équipements.
12. Remplacer les moniteurs qui ne sont pas compatible avec le nouvel équipement (moniteur avec seulement des entrées coaxiales).
13. Fournir et installer du câble Cat6 et tout le conduit nécessaire pour relier les caméras aux boîtiers périmétriques.
14. Fournir et installer de la fibre optique ainsi que des boîtes périmétrique de type NEMA 4X à tous les établissements qui ne sont actuellement pas interfacé sur la fibre.

Cette liste exhaustive n'est pas limitée par cette description. Toute tâche additionnelle doit être évaluée par l'entrepreneur afin de faire refléter dans sa proposition le nécessaire à la réalisation complète et fonctionnel du projet.

5.0 EXIGENCES ADDITIONNELLES

5.1 Formation de l'opérateur

L'entrepreneur doit préparer un cours de deux heures et le donner, dans tous les établissements, aux opérateurs chargés de l'exploitation de l'équipement, conformément à l'énoncé SE/ET-0101. À chaque établissement, ce cours doit être donné en français à deux groupes de cinq opérateurs-formateurs. Le cours doit principalement porter sur les fonctions et l'utilisation appropriée du système installé. Il doit être donné sur place dans les deux semaines qui suivent la fin des essais de réception du système. Des fiches de présence à la formation doivent être comprises dans la trousse de documentation finale et donner clairement le titre, la date et l'endroit (établissement) de la formation, le nom en caractères d'imprimerie des participants, la signature des participants et les observations des participants sur la formation.

5.2 Formation sur l'entretien

L'entrepreneur doit préparer un cours de deux jours et le donner dans chacun des établissements aux personnes chargées de l'entretien de l'équipement, conformément à l'énoncé SE/ET-0101. À chaque établissement, ce cours doit être donné en anglais à un groupe de cinq techniciens. Le cours doit mettre l'accent sur le contenu du manuel technique et les dessins de l'ouvrage fini. Il doit être donné sur place dans les deux semaines qui suivent la fin des essais de réception du système. Le programme du cours doit être remis au CÉSÉ pour approbation au moins deux semaines avant le début de la formation. Des fiches de présence à la formation doivent être comprises dans la trousse de documentation finale et donner clairement le titre, la date et l'endroit (établissement) de la formation, le nom en caractères d'imprimerie des participants, la signature des participants et les observations des participants sur la formation.

5.3 Manuels

L'entrepreneur doit remettre les manuels de l'opérateur, conformément à l'énoncé ES/ET-0101. Il doit remettre dix exemplaires, en anglais, du manuel de l'opérateur à l'établissement. Il doit, en outre, remettre un exemplaire, en anglais, du manuel de l'opérateur au CÉSÉ, à l'ARPE et au siège social d'ADGA (à l'attention du gestionnaire de projet, Programme national d'entretien du SCC).

L'entrepreneur doit modifier les cinq exemplaires actuels des manuels d'entretien du système de TCF sur IP en y intégrant toutes les modifications apportées au système de TCF sur IP dans le cadre du présent contrat. Les manuels d'entretien doivent comprendre les formulaires dûment remplis du Plan des essais de réception (PER). Les manuels d'entretien modifiés doivent comprendre toute l'information et les dessins se trouvant dans les manuels actuels et ceux tirés du présent contrat.

L'entrepreneur doit fournir tous les exemplaires du manuel d'entretien en anglais. Il doit fournir deux exemplaires du manuel d'entretien à l'établissement, un exemplaire au CÉSÉ, à l'ingénieur du projet du SCC et au siège social d'ADGA (à l'attention du gestionnaire de projet, Programme national d'entretien du SCC).

Les manuels d'entretien doivent comprendre les formulaires dûment remplis du PER ainsi que des

résultats du PER. L'entrepreneur doit remettre cinq exemplaires en format électronique, sur CD ou DVD, du manuel d'entretien modifié. Les manuels doivent comporter un index interactif permettant de relier la table des matières aux documents contenus dans le manuel. Les documents contenus dans le manuel doivent être présentés en format PDF Adobe Acrobat.

5.4 Dessins de l'ouvrage fini

L'entrepreneur doit remettre des exemplaires modifiés des dessins de l'ouvrage fini. Les exemplaires modifiés doivent comprendre toute l'information fournie dans les dessins actuels ainsi que toute l'information tirée du présent projet. L'entrepreneur doit fournir des versions électroniques et papier des dessins de l'ouvrage fini des installations de l'établissement en format AutoCAD 2010 et conformément à l'énoncé ES/ET-0101. Il doit remettre deux exemplaires des dessins de l'ouvrage fini à l'établissement, un exemplaire au CESÉ, à l'ARPE et un au siège social d'ADGA (à l'attention du gestionnaire de projet, Programme national d'entretien du SCC).

5.5 Logiciels

L'entrepreneur doit fournir des copies sur CD/DVD de tous les logiciels du système, conformément à l'énoncé SE/ET-0101. Il doit remettre deux exemplaires des logiciels à l'établissement ainsi qu'un exemplaire au CESÉ et à l'ARPE.

5.6 Essais

- 5.6.1 L'entrepreneur doit remettre un PER détaillé au CESÉ ou à son représentant désigné, par télécopie ou par courriel, pour approbation au moins deux semaines avant le début de l'installation de l'équipement et du système TCF.
- 5.6.2 L'entrepreneur doit effectuer la totalité des essais indiqués dans le PER avant que les essais du PER soient menés par le CESÉ.
- 5.6.3 L'entrepreneur doit remettre un exemplaire rempli au complet et signé du PER au CESÉ ou à son représentant désigné, par télécopie ou par courriel, au moins deux jours ouvrables avant le début des essais finaux du PER. L'exemplaire du PER doit comprendre tous les résultats des essais précisés au paragraphe 5.6.2.
- 5.6.4 Si l'entrepreneur fait appel à des sous-traitants, il doit fournir une confirmation écrite que leur travail a été inspecté et vérifié. Cette confirmation doit être envoyée au CESÉ ou à son représentant désigné, par télécopie ou par courriel, au moins deux jours avant le début des essais du PER.
- 5.6.5 Les essais peuvent être menés par le CESÉ, son représentant désigné ou un tiers.
- 5.6.6 Le CESÉ se réserve le droit de répéter une partie ou la totalité des essais du PER menés par l'entrepreneur. S'il constate un taux inacceptable d'échecs aux essais, les essais sont interrompus jusqu'à ce que l'entrepreneur ait corrigé les causes des échecs.

-
- 5.6.7 Si, durant les essais du PER, le CEsÉ trouve une lacune mineure sans conséquence sur l'efficacité opérationnelle de l'équipement ou du système TCF, les essais peuvent se poursuivre. Si, durant les essais du PER, une lacune majeure qui touche l'efficacité opérationnelle de l'équipement ou du système TCF est décelée, les essais doivent cesser jusqu'à ce que la lacune soit corrigée.
 - 5.6.8 Les essais du PER doivent être menés durant les heures normales de travail, soit de 8 h à 16 h du lundi au vendredi. Ils ne peuvent être menés à d'autres heures qu'en cas d'urgence.
 - 5.6.9 Le CEsÉ ou son représentant désigné signera le PER à la conclusion réussie des essais. Toute lacune mineure notée au cours des essais doit être indiquée sur le formulaire du PER. La signature signifie la réception conditionnelle du système.
 - 5.6.10 Le système fera l'objet d'un essai de fonctionnement pendant une période de deux (2) semaines suivant sa réception conditionnelle. Le SCC recevra officiellement le système de l'entrepreneur à la fin de la période de deux (2) semaines seulement si TOUTES les lacunes ont été corrigées.
 - 5.6.11 L'entrepreneur doit être avisé de toutes les lacunes notées par le SCC au cours de cette période de deux (2) semaines et les corriger. La période d'essais de fonctionnement de deux (2) semaines doit recommencer à la suite de la correction de toutes les lacunes.
 - 5.6.12 La période de garantie de l'équipement commence à la date de réception officielle du système.

5.7 Temps d'arrêt de fonctionnement

Les temps d'arrêt de fonctionnement des systèmes et de l'équipement doivent être maintenus au minimum. Tous les temps d'arrêt doivent être coordonnés avec le gestionnaire, Opérations correctionnelles (GOC), sur place, ou son représentant désigné. Le personnel de l'entrepreneur peut être appelé à travailler le soir, la nuit et/ou la fin de semaine pour réduire la durée des temps d'arrêt et satisfaire aux besoins opérationnels.

5.8 Activités de l'établissement

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour perturber le moins possible les activités de l'établissement. L'entrepreneur et son personnel sur place doivent collaborer entièrement avec le personnel opérationnel et respecter toutes les prescriptions de sécurité.

5.9 Adresse des établissements

Établissement de Donnacona
1537, route 138
Donnacona (Québec) G3M 1C9

Établissement de Archambault

242, Montée Gagnon
Sainte-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0

Centre régional de réception
242, Montée Gagnon
Sainte-de-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0

Établissement de Drummond
2025, Boul. Jean de Brébeuf
Drummondville (Québec) J2B 7Z6

Établissement de Cowansville
400, Avenue Foryce
Cowansville (Québec) J2K 3N7

Établissement de La Macaza
321, chemin de l'aéroport
La Macaza (Québec) J0T 1R0

Établissement Joliette
400, rue Marsolais
Joliette (Québec) J6E 8V4

Établissement de Port-Cartier
1, chemin de l'aéroport
Port-Cartier (Québec) G5B 2W2

Centre fédéral de formation
6099, boulevard Lévesque Est
Ville de Laval (Québec), H7C 1P1

5.10 Plateforme de gestion des alarmes et contrôles du SPDI et du SIAE

Cette plateforme à propriété intellectuelle unique utilisé de manière standard dans nos établissements est sous la gouverne de :

Senstar Corporation
119 John Cavanaugh Drive
Carp (Ontario) K0A 1L0

Afin d'assumer la réception des signaux de perte vidéo au système SPDI, une interface de communication « Dynatrol » a été déployé et ces droits à propriété intellectuelle unique est sous la gouverne de :

Marcomm Systems Group Inc.
29 Antares Drive

Ottawa, ON K2E 7V2

5.11 Responsabilité de l'intégration

L'entrepreneur doit fournir un système en parfait état de fonctionnement, notamment en assurant la liaison avec *Senstar* pour faire modifier la base de données de sorte qu'elle accepte les données en provenance du système externe en voie d'installation.

5.12 Sécurité

L'entrepreneur doit fournir les formulaires CIPC remplis pour tous les employés qui travailleront aux établissements. Ces formulaires doivent être remis à l'ARPE, ou à son remplaçant désigné, dix (10) jours ouvrables avant la date de début des travaux.

5.13 Sécurité sur les lieux de travail

L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions du document fourni à l'annexe A, intitulé « Prescriptions de sécurité à l'intention des entrepreneurs en dispositifs électroniques de sécurité travaillant dans les établissements du SCC ».

5.14 Responsabilité de communication

L'entrepreneur doit informer le personnel de l'établissement avant de quitter le lieu de travail pour le reste de la journée. Cet avis doit être donné au gestionnaire correctionnel des Opérations et doit comprendre au moins les renseignements suivants :

- a) les travaux effectués au cours de cette journée;
- b) l'état de fonctionnement du système, y compris les limites de fonctionnalité ou les particularités;
- c) le nom et le numéro de téléphone d'une personne-ressource en cas de panne du système.

5.15 Pièces de rechange

La proposition du soumissionnaire doit comprendre une liste des pièces de rechange recommandées.

6.0 CARACTÉRISTIQUES SUPPLÉMENTAIRES SPÉCIFIQUES PAR SITES

En général, pour tous les sites touchés par ce projet : Produire les rapports d'atténuation suite à l'installation, ces rapports doivent faire partie intégrante des manuels d'entretiens à fournir au SCC (voir section 5.3 – manuels à fournir). Tout le matériel électronique extérieur doit rencontrer ou surpasser la norme IEC EN60529 IP66 et IP67.

L'entrepreneur aura la responsabilité de simplifier les options de configuration afin de permettre l'archivage en format H264, pleine résolution possible (1024 X 1080) suivant les performances du modèle de caméra retenu avec une résolution de 30 images/sec.

6.1 Établissement de Cowansville

Fibres optiques et boîtiers périmétriques

Cet établissement aura besoin d'un nouveau réseau complet de câblage du signal vidéo par fibres optiques. La fibre doit être fixée sur la clôture périmétrique (Voir section 4.15). On considère un pourtour moyen de 1.5 km de distance de clôture. L'arrivée de la fibre doit aboutir dans le cabinet d'équipement situé dans la SEC. Une fibre de 24 liens doit partir de la SEC et être installée sur la clôture périmétrique dans le sens horaire et une autre fibre de 24 liens dans le sens anti-horaire.

Au total, 5 boîtiers périmétriques devront être installés sur un des pylônes situés dans chaque coin. Chacun de ces boîtiers doit contenir un nombre suffisant de fibres pour une expansion future (Voir section 4.16 pour les spécifications du boîtier). Installer des conduits entre le boîtier périmétrique et les boîtiers des caméras.

Étendue des travaux :

- Remplacer le conduit entre la SEC et la clôture extérieure
- Ajouter des câbles à fibre optiques à 24 liens (deux parcours) montés à l'intérieur de la clôture extérieure jusqu'au panneau de raccordement situé dans le boîtier périmétrique (4 endroits)
- Ajouter des conduits de 2 po entre la clôture périmétrique et le boîtier périmétrique situé au pied des 4 pylônes.
- Installer des bollards pour protéger le conduit destiné au câble à fibres optiques à 24 liens venant de la clôture extérieure.
- Ajouter les connecteurs à fibres optiques aux deux extrémités.
- Installer l'interface à fibres optiques et le panneau de raccordement 24 ports (FIS 24 – Port Deluxe WallMount Enclosure F1-EW24 de Fiber Instrument Sales) aux 4 pylônes dans le boîtier périmétrique Nema 4X avec chaufferette et ventilateur.
- Installer deux conduits de 1 po entre le boîtier périmétrique et chacune des caméras. Un pour l'alimentation du boîtier et l'autre pour le data.
- Installer un boîtier périmétrique sur les pylônes de chaque coin (4 endroits).
- Installer des alarmes de tentatives de sabotage aux 4 boîtiers périmétriques.
- Installer un panneau de raccordement 72 ports dans la SEC.
- Installer interface fibres optiques pour 26 caméras dans la SEC.

-Enlever tous les câbles coaxiaux souterrains.

6.2 Établissement de Joliette

Fibres optiques et boîtiers périmétriques

Actuellement, tous les signaux vidéo des caméras se rendent directement à la SEC au moyen de câbles coaxiaux. Ces câbles coaxiaux sont situés dans des conduits souterrains le long du périmètre. L'entrepreneur aura la responsabilité de retirer les câbles coaxiaux existants.

Il y a un conduit existant qui part du bâtiment A et qui se termine au bâtiment 9-10 (unités d'habitation). Ce conduit doit être rallongé de manière rectiligne jusqu'au bout du terrain, de l'autre côté de la clôture périmétrique, une distance d'environ 150 mètres est à prévoir pour ce conduit souterrain.

Deux fibres optiques de 24 liens chacune doivent partir de la SEC, passer par les conduits existants, ensuite par le conduit nouvellement rallongé et rendu à ce point, les deux fibres doivent sortir du conduit et monter dans le haut de la clôture. Une fibre doit se diriger dans le sens horaire et l'autre dans le sens anti-horaire. Des distances de 250 mètres et de 450 mètres sont à prévoir sur la clôture périmétrique dans le sens horaire et anti-horaire. La fibre doit être à l'intérieur de la clôture et doit être attaché à l'aide d'attache résistant aux rayons ultraviolets.

Au total, 4 boîtiers périmétriques devront être installés sur cette clôture (Voir section 4.16 pour les spécifications du boîtier). Dans chacun de ces boîtiers, un nombre suffisant de fibres doit être installé pour une expansion future. Installer un conduit entre le coffre à équipement et les boîtiers de caméra.

Au total dix-sept (17) caméras seront reliées aux nouveaux boîtiers périmétriques

-4 caméras devront être reliées sur un boîtier qui devra être situé sur la clôture périmétrique près du bâtiment E. De plus, 4 fibres, ainsi qu'un minimum de 4 spares pour un total de huit (8) fibres optiques devront être acheminées jusqu'à ce boîtier.

-3 caméras devront être reliées sur un boîtier situé sur la clôture près du bâtiment UVFP. De plus, 3 fibres, ainsi qu'un minimum de 4 spares pour un total de sept (7) fibres optiques devront être acheminées jusqu'à ce boîtier.

-2 caméras devront être reliées sur un boîtier situé sur la clôture près des bâtiments 9 et 10. De plus, 2 fibres, ainsi qu'un minimum de 5 spares pour un total de sept (7) fibres optiques devront être acheminées jusqu'à ce boîtier.

-3 caméras devront être reliées sur un boîtier situé sur la clôture près des bâtiments 7 et 8. De plus, 3 fibres, ainsi qu'un minimum de 5 spares pour un total de huit (8) fibres optiques devront être acheminées jusqu'à ce boîtier.

Les cinq (5) autres caméras étant installées sur les bâtiments B, C et D devront être reliées

directement à la SEC. Le câblage pour ces caméras se fera à l'intérieur des bâtiments. Les 2 caméras situées sur le bâtiment D sont situées à 50 mètres de la SEC, les 2 caméras du bâtiment C sont situées à 100 mètres de la SEC et la caméra sur le bâtiment B est située à 150 mètres de la SEC.

6.3 Établissement de Port Cartier

Fibres optiques et boîtiers périmétriques

Cet établissement aura besoin d'un réseau complet de câblage du signal vidéo par fibres optiques. La fibre doit être fixée sur la clôture périmétrique (Voir section 4.15). On considère un pourtour moyen de 1.5 km de distance de clôture. L'arrivée de la fibre doit aboutir dans le cabinet d'équipement situé dans la SEC. Une fibre de 24 liens doit partir de la SEC et être installée sur la clôture périmétrique dans le sens horaire et une autre fibre de 24 liens dans le sens anti-horaire. Il y a un conduit souterrain qui part du bâtiment 2 et qui se rend à la clôture périmétrique. Les 2 fibres devront passer par ce conduit pour ensuite se fixer à la clôture. Un dessin montrant le trajet de la fibre sera fourni lors de la visite.

Au total, 4 boîtiers périmétriques devront être installés sur les tours. Chacun de ces boîtiers doit contenir un nombre suffisant de fibres pour une expansion future. (Voir section 4.16 pour les spécifications du boîtier). Installer des conduits entre le boîtier périmétrique et les boîtiers des caméras.

6.4 Centre Fédéral de Formation

À cet établissement, une section de caméras analogique et de caméras IP assume actuellement la surveillance périmétrique. Afin d'uniformiser l'ensemble du système et apporter des corrections sur les angles morts de visionnement, nous annexons des plans explicatifs aux ajouts demandés par le SCC.

La particularité réseau des systèmes de sécurité électronique de cet établissement a été conçue de façon à permettre le partage réseau de plusieurs systèmes sous le même réseau par fibre optique. On y retrouve le système TCF, le système SAP périmétrique, l'interphone du bâtiment de l'entrée principale, les systèmes de contrôle des portes/grilles de l'entrée principale et de l'entrée des véhicules au secteur extérieur à la tour #3. Cette stratégie sera modifiée afin d'y améliorer la robustesse, la stabilité de la bande passante afin d'y offrir une solution redondante dans son ensemble.

Le département d'ingénierie du SCC voudrait que l'entrepreneur rajoute une autre distribution câblée par fibre optique empruntant les mêmes trajets, mais sous des conduites séparées là où il y a des conduits dédiés à cet effet. L'entrepreneur changera tous les interrupteurs Ethernet. Ces interrupteurs Ethernet seront configurés afin d'offrir un transfert data entièrement bidirectionnel grâce à ces deux trajets par fibre optique assurant une redondance au réseau. La configuration et les détails seront fournis par le SCC sachant que cette architecture demande une expertise approfondie particulière en matière réseautique. De plus, la nouvelle architecture assurera

qu'aucune perte de communication n'affectera l'ensemble des systèmes qui transiteront par cette nouvelle route réseau.

La portée des travaux à ce site assumera:

- la réorganisation et l'identification des câbles existants;
- la réorganisation des équipements montés dans les cabinets du local SEC. Le SCC fournira les cabinets d'équipements nécessaires. L'entrepreneur devra planifier et proposer une disposition plus ergonomique des équipements afin de mieux assurer l'entretien et maintenance. Cette disposition fera sujet d'approbation préliminaire via le département d'ingénierie du SCC avant tout démarrage au projet ;
- Le démantèlement des boîtes NEMA et des équipements non nécessaires dans les quatre (4) tours périmétriques ainsi que ceux présents sur les murs extérieurs périmétrique;
- la fourniture/installation et l'intégration des équipements aux endroits indiqués par le département d'ingénierie du SCC;
- l'ajout de tout câblage réseau CAT6 et fibre optique nécessaire au nouveau réseau. Produire les interconnexions, les tests d'atténuations et les garanties de certificat pour tous les câbles réseau;
- l'identification complètement révisée et documentée dans les manuels d'entretien. Cette identification répondra aux exigences techniques du SCC. Cette identification sera sujet d'approbation préliminaire via le département d'ingénierie du SCC avant tout démarrage au projet ;
- le démantèlement des équipements sera planifié afin d'**assurer qu'aucune interruption ne se produise à l'ensemble des services contrôlés sur le réseau actuel**. La méthode proposée devra être approuvée préliminairement et conjointement avec les services d'ingénierie du SCC / services techniques locaux de l'établissement. Le nouveau réseau devra être intégré préalablement aux infrastructures et chacun des sous-systèmes y sera transféré via une méthodologie de transition avant une mise en service finale;

L'échéancier devra prévoir des interruptions de services en accord avec les activités opérationnelles sécuritaires de l'établissement afin de limiter le plus possible les dérangements. Il est à prévoir que ces manœuvres peuvent avoir lieu en dehors des heures normales de travail comme stipulé à l'article 5.7 ;

L'annexe C liste l'ensemble des interconnexions utilisées sur les interrupteurs réseaux vis-à-vis les équipements constituant les divers systèmes de sécurité électronique. Ceci aidera le repérage des câbles distribués dans l'ensemble de l'établissement.

Annexe A

- | | | |
|---|-----------------------|--|
| 1 | Objet | .1 Voir à ce que le projet de construction et les activités de l'établissement se déroulent sans interruption ni empêchements indus et à ce que la sécurité de l'établissement soit maintenue en tout temps. |
| 2 | Définitions | <p>.1 « Objets interdits » désigne:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Les substances intoxicantes, incluant les boissons alcoolisées, les drogues ou les stupéfiants;b) les armes ou pièces d'armes, munitions ainsi que tout objet conçu pour tuer, blesser ou neutraliser une personne, ou tout objet modifié ou assemblé à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée au préalable;c) les explosifs ou bombes, ou leurs composantes;d) les montants d'argent, excédant les plafonds réglementaires [25.00\$]; ete) tout autre article non décrit aux paragraphes a) à d), possédé sans autorisation préalable, et pouvant mettre en danger la sécurité des personnes ou du pénitencier. <p>.2 « Articles de fumeur non autorisés » signifie les produits du tabac incluant, sans y être limité, les cigarettes, cigares, tabac, tabac à mâcher et à priser, rouleuses à cigarettes, allumettes et briquets qui sont considérés comme des objets non autorisés.</p> <p>.3 « véhicule commercial » signifie tout véhicule motorisé destiné au transport de matériel, d'équipement ou d'outils nécessaires au projet de construction.</p> <p>.4 « SCC » signifie Service correctionnel Canada.</p> <p>.5 « Directeur » signifie le directeur ou la directrice de l'établissement, selon le cas, ou leur représentant autorisé.</p> <p>.6 « Employés de la construction » désigne les employés de l'entrepreneur principal, de l'un des sous-entrepreneurs, des opérateurs d'équipement, des fournisseurs de matériel, des laboratoires d'expertises et d'inspection, et des organismes de réglementation.</p> <p>.7 « Représentant ministériel » désigne le gestionnaire de projet de Travaux publics, Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou du Service correctionnel Canada (SCC) selon le projet.</p> <p>.8 « Périmètre » désigne l'aire de l'établissement ceinturée de clôtures sécuritaires ou de murs limitant les déplacements des détenus.</p> <p>.9 « Zone de construction » désigne l'aire où, comme l'indiquent les documents contractuels, l'entrepreneur sera autorisé à travailler. Celle-ci peut être ou ne pas être isolée de l'enceinte de sécurité de l'établissement.</p> |
| 3 | Mesures préliminaires | .1 Avant de débiter les travaux, l'entrepreneur doit rencontrer le directeur |

Annexe A

afin :

- .1 de discuter de la nature et de la portée de toutes les activités liées au projet;
- .2 d'établir des mesures de sécurité acceptables de part et d'autre, conformément à la présente directive et aux besoins spécifiques de l'établissement.

.2 L'entrepreneur doit :

.a s'assurer que tous les employés de la construction connaissent les exigences du SCC en matière de sécurité;

.b veiller à ce que les exigences du SCC en matière de sécurité soient toujours affichées bien en vue sur le chantier;

.c collaborer avec le personnel de l'établissement pour

voir à ce que les employés de la construction respectent toutes les exigences en matière de sécurité.

4 Employés de la construction

.1 L'entrepreneur doit remettre au directeur la liste des noms avec dates de naissance pour tous les employés devant travailler sur le chantier de construction, ainsi qu'un formulaire de vérification de sécurité dûment complété pour chacun des employés.

.2 Prévoir deux (2) semaines pour le traitement des demandes d'autorisation de sécurité. Aucun employé ne sera admis à l'établissement sans autorisation de sécurité dûment approuvée ni sans une carte d'identité avec photo récente, tel que permis de conduire d'une province. Les autorisations de sécurité sont propres à chaque établissement du SCC et toute autorisation obtenue d'un autre établissement n'est pas valide pour l'établissement où le présent projet se déroulera.

.3 Le directeur peut exiger que les visages des employés de la construction soient photographiés et que les photographies soient affichées à certains endroits appropriés de l'établissement ou transférés à une base de données pour les besoins d'identification. Le directeur peut exiger que des cartes d'identité avec photo soient produites pour tous les employés de la construction. Ces cartes devront être laissées à l'entrée désignée où elles seront remises à leur détenteur à leur arrivée à l'établissement. Elles devront être portées bien en évidence sur leurs vêtements en tout temps lorsqu'ils sont à l'établissement.

.4 L'accès à la propriété de l'établissement est interdit à toute personne dont on a des motifs de croire qu'elle pourrait présenter un risque pour la sécurité.

.5 Toute personne employée sur le chantier de construction sera immédiatement expulsé de la propriété de l'établissement si :

Annexe A

- .1 elle semble être sous l'empire de l'alcool, d'une drogue ou de stupéfiants;
- .2 elle a une conduite anormale ou désordonnée;
- .3 elle est en possession d'un objet interdit.
- 5 Véhicules
- .1 Toute personne laissant un véhicule sans surveillance sur la propriété du SCC doit en fermer les fenêtres, en verrouiller les portières et les coffres et en retirer les clés. Le propriétaire du véhicule ou l'employé de l'entreprise propriétaire du véhicule doit veiller à garder les clés en sécurité sur sa personne.
- .2 À tout moment, le directeur peut limiter le nombre et le type de véhicules permis dans l'enceinte de l'établissement.
- .3 Les livreurs de matériel nécessaire au projet ne seront pas tenus de faire l'objet d'une autorisation de sécurité, mais ils ne doivent pas s'éloigner de leur véhicule pour toute la durée de leur séjour dans l'établissement. Le directeur peut exiger qu'ils soient accompagnés par un employé de l'établissement ou un commissionnaire.
- .4 Si le directeur permet qu'on laisse des remorques à l'intérieur du périmètre de sécurité de l'établissement, les portes de celles-ci doivent demeurer verrouillées de façon sécuritaire en tout temps, comme doivent aussi l'être les fenêtres, lorsque les remorques sont laissées inoccupées. Les fenêtres seront protégées par un treillis en métal déployé. Toutes les remorques utilisées pour entreposage par l'entrepreneur, à l'intérieur comme à l'extérieur du périmètre, doivent demeurer verrouillées de façon sécuritaire lorsque non utilisées.
- 6 Stationnement
- .1 Le directeur identifiera les aires de stationnement autorisées pour les véhicules des employés de la construction. Le stationnement en d'autres endroits sera interdit et les véhicules fautifs pourront être remorqués.
- 7 Livraisons
- .1 Toute livraison de matériel, d'équipement ou d'outils pour le projet doit être adressée à l'entrepreneur pour bien la distinguer des envois destinés à l'établissement. L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés soient sur place pour recevoir les envois, car le personnel du SCC n'acceptera aucune livraison de matériel, d'équipement ou d'outils destinée à l'entrepreneur.
- 8 Téléphones
- .1 Aucune installation de téléphone, de télécopieur ou d'ordinateur relié à Internet ne sera permise à l'intérieur du périmètre de sécurité de l'établissement sans l'autorisation préalable du directeur.
- .2 Le directeur s'assurera que les téléphones, les télécopieurs et les ordinateurs munis d'une connexion Internet ne soient pas installés dans un lieu accessible aux détenus. L'accès à chaque ordinateur sera protégé par un mot de passe, interdisant ainsi toute connexion Internet par du personnel non autorisé.
- .3 Sauf autorisation expresse du directeur, les téléphones cellulaires ou

Annexe A

numériques sans fil, incluant mais non limités aux appareils de messagerie, téléavertisseurs, BlackBerries, téléphones utilisés comme radios bidirectionnelles, sont interdits dans l'établissement. Si des téléphones cellulaires sont éventuellement permis leur utilisateur ne permettra pas leur utilisation par les détenus.

.4 Le directeur peut autoriser mais limiter l'utilisation de radios bidirectionnelles.

9 Heures de travail

.1 La semaine de travail à l'établissement s'étend du lundi au vendredi, de (07:00 a.m.) (11 :30 hres) à (13:00 p.m.) (17 :00 hres).

.2 Le travail n'est pas permis les fins de semaine ni les jours de congés fériés sans l'autorisation expresse du directeur, qu'il faut demander au moins sept jours à l'avance. Dans l'éventualité d'une urgence, ou en tout autre circonstance, ce délai peut être annulé par le directeur.

10 Travail en dehors des heures normales de travail

.1 La permission du directeur est requise pour tout travail exécuté en dehors des heures normales de travail. L'entrepreneur devra donner un préavis d'au moins quarante-huit heures lorsqu'il est nécessaire d'exécuter des travaux approuvés en dehors des heures normales de travail. S'il faut travailler des heures supplémentaires pour accomplir une tâche urgente, par exemple, pour couler du béton ou pour assurer la sécurité de la construction, l'entrepreneur doit en aviser le directeur dès qu'il est lui-même mis au fait d'une telle nécessité, puis suivre les directives données par le directeur. Les coûts encourus par le Canada du fait de cette situation pourraient être imputés à l'entrepreneur.

.2 Quand il faut effectuer du travail en dehors des heures normales, ou travailler la fin de semaine ou un jour de congé férié, et que ce travail supplémentaire est autorisé par le directeur, celui-ci ou la personne qu'il désigne peut affecter du personnel additionnel à la sécurité. Les coûts liés à cette affectation pourraient être facturés à l'entrepreneur.

11 Outils et équipements

.1 Maintenir au chantier une liste complète des outils et des équipements qui seront utilisés au cours du projet de

construction. Rendre cette liste disponible pour inspection lorsque requis.

.2 Tenir à jour la liste des outils et des équipements spécifiés ci-dessus tout au long du projet de construction.

.3 Ne jamais laisser les outils sans surveillance, particulièrement les outils motorisés, les outils à cartouches, les cartouches, les limes, les lames de scie, les scies au carbure, les fils, les cordes, les échelles et tout type d'appareil de levage.

.4 Entreposer les outils et les équipements en des endroits sûrs approuvés.

Annexe A

.5 Verrouiller tous les coffres à outils après usage. Les employés de l'entrepreneur doivent garder les clés avec eux en tout temps.

.6 Fixer et verrouiller les échafaudages non érigés ; lorsque érigés, les échafaudages devront être fixés de façon sécuritaire à la satisfaction du directeur.

.7 Aviser immédiatement le directeur de toute perte ou disparition d'outil ou d'équipement.

.8 Le directeur veillera à ce que le personnel de sécurité effectue des contrôles des outils et des équipements de l'entrepreneur, en fonction de la liste fournie par celui-ci :

- .1 au début et à la fin de chaque projet de construction;
- .2 chaque semaine, si le projet dure plus d'une semaine.

.9 Certains outils/équipements, tel que les cartouches et les

lames de scie à métaux, sont des articles dont le contrôle est très rigoureux. L'entrepreneur s'en verra remettre au début de la journée une quantité suffisante pour le travail de la journée. Les lames/cartouches utilisées seront remises au représentant au à la fin de chaque journée de travail.

.10 Lorsque du propane ou du gaz naturel est utilisé pour le chauffage du projet, l'établissement exigera qu'un employé de l'entrepreneur supervise le chantier de construction en dehors des heures de travail.

12 Clés

Clés de la quincaillerie de détention

- .1 L'Entrepreneur devra prendre arrangement avec le fournisseur/installateur de la quincaillerie de détention, afin que les clés de la quincaillerie de détention soient livrées directement à l'Établissement, à l'attention de l'Agent responsable de l'entretien des équipements de sécurité.
- .2 Cet Agent remettra à l'Entrepreneur un reçu pour les clés de la quincaillerie de détention.
- .3 L'Entrepreneur en remettra une copie au Représentant ministériel.

Autres clés

- .1 Durant le projet de construction, l'entrepreneur utilisera des barillets de construction dans les serrures de finition.
- .2 L'entrepreneur donnera à ses employés, et aux sous-entrepreneurs s'il le faut, des consignes quant au rangement en lieu sûr des clés de construction.
- .3 À la fin de chaque phase du projet de construction, le représentant du SCC, en collaboration avec le manufacturier des serrures, doit :
 - .a établir un bordereau opérationnel des clés;

Annexe A

- .b recevoir les clés et les barilletts opérationnels pour les serrures directement du manufacturier;
 - .c faire enlever et retourner les barilletts de construction et faire installer les barilletts définitifs.
- .4 Une fois les serrures de détention permanentes en place, les agents du SCC qui escortent les employés de la construction devront obtenir les clés du Responsable de l'entretien des équipements de sécurité afin d'ouvrir les portes pour les besoins de l'entrepreneur. Celui-ci doit informer ses employés que seuls les agents du SCC qui assurent les escortes seront autorisés à utiliser ces clés.
- 13 Quincaillerie de détention.1 Remettre toute la quincaillerie de détention existante enlevée au directeur de l'établissement afin qu'il veille à l'éliminer ou à la garder en lieu sûr pour réutilisation ultérieure.
- 14 Médicaments d'ordonnance.1 Les employés de l'entrepreneur qui doivent prendre des médicaments d'ordonnance au cours de la journée de travail sont tenus d'obtenir l'autorisation du directeur pour être autorisés à apporter avec eux à l'établissement la posologie d'une journée.
- 15 Restrictions sur l'usage du tabac.1 Les entrepreneurs et les employés de la construction ne sont pas autorisés à fumer à l'intérieur des établissements correctionnels ni en plein air à l'intérieur du périmètre d'un établissement correctionnel. Ils ne doivent pas, à l'intérieur du périmètre, avoir en leur possession des produits du tabac non autorisés.

.2 Les entrepreneurs et les employés de la construction qui contreviennent à cette politique seront priés de cesser immédiatement de fumer ou de jeter tout produit du tabac non autorisé. S'ils refusent d'obtempérer, ils seront enjoint de quitter l'établissement.

.3 Il ne sera permis de fumer qu'à l'extérieur du périmètre de l'établissement correctionnel, à un endroit désigné par le Directeur.
- 16 Objets interdits.1 Les armes, les munitions, les explosifs, les boissons alcoolisées, les drogues et les stupéfiants sont interdits sur les lieux de l'établissement.

.2 La découverte d'objet(s) interdit(s) sur le chantier de construction et l'identification de la ou des personne(s) responsable(s) de la présence de ces objets doivent être immédiatement signalées au Directeur.

.3 Les entrepreneurs doivent être vigilants quant à leurs employés et aux employés de leurs sous-entrepreneurs, puisque la découverte d'un objet interdit peut entraîner l'annulation de l'autorisation de sécurité de l'employé en cause. Une infraction grave pourrait entraîner l'expulsion du site de l'Établissement de la compagnie en cause, pour la durée du projet de construction.

Annexe A

- .4 Si des armes ou des munitions sont trouvées dans le véhicule d'un entrepreneur, d'un sous-entrepreneur, d'un fournisseur ou d'un employé de ceux-ci, l'autorisation de sécurité du conducteur du véhicule sera révoquée sur-le-champ.
- 17 Fouilles
- .1 Toute personne et véhicule accédant à la propriété de l'établissement peut faire l'objet d'une fouille.
- .2 Lorsque le directeur a des motifs raisonnables de croire qu'un employé de l'entrepreneur est en possession de contrebande ou d'un objet interdit, il peut exiger que cette personne soit fouillée.
- .3 Les effets personnels de tout employé arrivant à l'établissement peuvent faire l'objet de vérifications destinées à détecter la présence de résidus de drogues interdites.
- 18 Accès à l'établissement
- .1 Sauf autorisation expresse du directeur, les employés de la construction et les véhicules commerciaux ne seront pas admis à l'établissement en dehors des heures normales de travail.
- 19 Circulation de véhicules
- .1 Les véhicules peuvent accéder à l'établissement et en sortir, sous escorte, par la barrière d'accès aux véhicules, aux périodes suivantes :
- .1 de [07 h 45] à [11 h 00]
- .2 de [13 h 00] à [15 h 30].
- Les véhicules de construction ne peuvent quitter l'établissement avant qu'un compte des détenus n'ait été complété.
- .2 L'entrepreneur doit aviser le directeur vingt-quatre (24) heures à l'avance de l'arrivée des équipements lourds, tels que bétonnières, grues, etc.
- .3 Les véhicules chargés de sol ou de détritrus, ou tout autre véhicule jugé impossible à fouiller, doivent faire l'objet d'une surveillance constante de la part d'employés du SCC ou de commissionnaires relevant du directeur.
- .4 Avant qu'un véhicule commercial ne soit admis dans l'enceinte de l'établissement, l'entrepreneur ou son représentant doit attester que le contenu du véhicule est définitivement nécessaire à la réalisation du projet de construction.
- .5 L'accès à la propriété du SCC sera refusée à tout véhicule dont le contenu, de l'avis directeur, représente un risque pour la sécurité de l'établissement.
- .6 Les véhicules privés des employés de la construction ne sont pas admis à l'intérieur du périmètre de sécurité des établissements à sécurité moyenne ou maximale sans l'autorisation expresse du directeur.
- .7 Sous réserve de l'autorisation préalable du directeur, on

Annexe A

peut utiliser un véhicule le matin pour amener un groupe d'employés au chantier et le soir pour l'en ramener. Ce véhicule ne pourra pas rester sur les lieux pendant la journée.

.8 Avec l'autorisation du directeur, on pourra laisser certains équipements sur le chantier la nuit ou la fin de semaine. Ceux-ci doivent être verrouillés et leur batterie retirée. Le directeur peut exiger que les équipements soient attachés avec une chaîne et un cadenas à un autre objet fixe.

20 Circulation des employés de la construction sur la propriété de l'établissement

.1 Sous réserve de la nécessité de maintenir la sécurité de façon adéquate, le directeur laissera à l'entrepreneur et à ses employés autant de liberté d'action et de mouvement que possible.

.2 Cependant, nonobstant le paragraphe précédent, le directeur peut :
.1 interdire ou limiter l'accès à n'importe quelle partie de l'établissement;

.2 exiger que, durant tout le projet de construction, ou à certaines périodes, les employés de la construction soient accompagnés par un agent de sécurité ou un commissionnaire du SCC dans certains secteurs de l'établissement.

.3 Tous les employés de la construction doivent demeurer sur le chantier pendant les pauses café/santé et le dîner. Ils ne sont pas autorisés à manger dans la salle de repos des agents de correction ni dans la salle à manger de l'établissement.

21 Surveillance et inspection

.1 Les activités de construction et les mouvements de personnel et de véhicules feront l'objet de surveillance et d'inspection par le personnel de sécurité du SCC afin de s'assurer que les normes de sécurité établies soient respectées.

.2 Le personnel du SCC s'assurera que les travailleurs de la

construction comprennent bien la nécessité de la surveillance et des inspections, et que cette compréhension soit maintenue tout au long du projet.

22 Arrêt de travail

.1 En tout temps, le directeur peut ordonner à l'entrepreneur, à ses employés, aux sous-entrepreneurs ou à leurs employés, de ne pas entrer au chantier ou de le quitter immédiatement en raison d'un incident de sécurité en cours à l'établissement. Le contremaître de l'entrepreneur responsable du chantier doit alors noter le nom de l'employé du SCC transmettant l'ordre, l'heure de l'instruction, et se conformer à l'ordre reçu le plus rapidement possible.

L'entrepreneur doit informer le représentant ministériel de la situation dans les vingt-quatre heures suivant l'arrêt de travail.

23 Contact avec les

.1 Il est interdit, sans autorisation spécifique, d'entrer en contact avec les

Annexe A
détenus

détenus, de leur parler, de leur donner des objets ou d'en recevoir d'eux. Tout manquement à la présente consigne entraînera l'expulsion du chantier de l'employé responsable et la révocation de son autorisation de sécurité.

.2 Il est à noter que les appareils photographiques sont interdits sur la propriété du SCC.

.3 Nonobstant ce qui précède, si le directeur autorise l'utilisation d'appareils photographiques, il demeurera strictement interdit de photographier les détenus ou les employés du SCC ou toute partie de l'établissement dont la prise en photo n'est pas nécessaire à l'exécution du présent contrat.

24 Achèvement du projet
de construction

.1 À l'achèvement du projet de construction ou, le cas échéant, à la prise en charge des installations, l'entrepreneur devra enlever tout les matériaux, les outils et les équipements qui ne sont pas identifiés au contrat de construction comme devant être laissés à l'établissement.

Annexe B

Liste des pièces principales à remplacer

Établissements	Caméras		Boîtiers caméras		Installation d'une Fibre optique	Boîtiers périmétriques
	installé	Spare	installé	Spare		
Donnacona	25	5	25	1	Non	-
Joliette	17	4	17	1	Oui	4
Centre Fédéral de Formation	44	6	44	1	Oui	0
Archambault	23	5	23	1	Non	-
Centre régional de réception	27	5	27	1	Non	-
Drummond	18	4	18	1	Non	-
Cowansville	26	5	26	1	Oui	5
La Macaza	39	6	39	1	Non	-
Port Cartier	25	5	25	1	Oui	4
Total	244	45	244	10		
Grand Total	291		254		4	13

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Établissement de Donnacona

Caméras

Caméra : Panasonic, modèle WV-BP550, quantité 25

Objectifs : Panasonic, modèle 13VD2.8-12, modèle 13VD5-50, quantité 25

Boîtiers de caméra

Boîtier : Pelco, modèle EH-5723-1, quantité 25

Alimentations des relais d'essuie-glace : 12 V c.c., dans les boîtiers périmétriques

Boîtiers de l'équipement électronique périmétrique

Total de 4 :

-8 caméras raccordées à 1 boîtier

-6 caméras raccordées à 1 boîtier

-6 caméras raccordées à 1 boîtier

-4 caméras raccordées à 1 boîtier

Boîtiers électriques périmétriques

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier de caméra

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier électronique

Réseau d'interconnexion à fibres optiques

Fibre de 62,5/125 micromètres partout, sauf pour la fibre de 50/125 micromètres entre les commutateurs

Réseau d'interconnexion à fibres optiques : 6 fibres entre la SEC et chaque boîtier périmétrique dans le sens horaire, 6 fibres vers chaque boîtier dans le sens antihoraire. La fibre se rend dans les nouveaux boîtiers, mais elle n'est pas branchée et elle n'est pas interfacée sur les caméras.

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

-Signaux vidéo de toutes les caméras transmis à la SEC au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux.

-1 caméra est transmise directement à la SEC au moyen d'un câble coaxial, sans passer par un boîtier périmétrique.

Espace dans les armoires

60 po d'espace vertical libre sur une largeur de 19 po, conforme à la norme EIA, dans les armoires de la SEC;

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Établissement Archambault

Caméras

Caméras : Panasonic, modèle WV-BP330, quantité 23

Objectifs Panasonic, modèle 13VD2.8-12, modèle 13VD5-50, quantité 23

Boîtiers de caméra

Boîtier : Pelco, modèle EH-5723-1, quantité 23

Interface d'essuie-glace : entre les sorties LTU dans la SEC et les boîtiers muraux périmétriques par des câbles à fibres optiques.

Alimentation des relais d'essuie-glace : Omron, modèle S8TS-03012-EI, situé dans les boîtiers périmétriques et muraux

Boîtier d'équipement électronique mural périmétrique

Total de 6 :

-4 caméras raccordées au tunnel tower 1

-4 caméras raccordées au GT-5

-4 caméras raccordées au GT-4

-4 caméras raccordées au GT-3

-4 caméras raccordées au GT-2

-2 caméras raccordées à la salle électrique dans le bâtiment U sous le poste N.

Réseau d'interconnexion à fibres optiques

Fibre de 62,5/125 micromètres partout, sauf pour la fibre de 50/125 micromètres entre les commutateurs

Réseau d'interconnexion à fibres optiques : 6 fibres entre la SEC et chaque boîtier périmétrique dans le sens horaire, 6 fibres vers chaque boîtier dans le sens antihoraire

Modules à fibre dans les boîtiers : American Fibertek, modèle MTM-1690P

Modules à fibre dans la SEC : American Fibertek, modèle RRM-1690P dans les paniers à cartes SR20/2

Contrôleur d'interface de fibres optiques dans les boîtiers seulement, pas dans les tableaux de connexion

Tableaux de connexion de la SEC : FIS, modèle F1-RM48X, 48 ports, quantité : 2

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

-Signaux vidéo des caméras transmis aux boîtiers périmétriques au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

Circuits d'alimentation c.a. périmétriques

1 circuit de 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier de caméra

1 circuit de 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier périmétrique

Espace dans les armoires

48 po d'espace vertical disponible dans l'armoire de la SEC

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Centre régional de réception

Caméras

Caméras : Panasonic, modèle WV-BP550, quantité 27

Objectifs : Pelco, modèles 13VD5-50 et 13VD2.8-12, quantité 27

Boîtiers de caméra

Boîtiers : Pelco, modèle EH5723-1, quantité 27

Interface d'essuie-glace : entre les sorties LTU dans la SEC et les boîtiers périmétriques par des câbles à fibres optiques et des câbles métalliques

Alimentation des relais d'essuie-glace : Omron, modèle S8TS-03012-EI, situé dans les boîtiers périmétriques et muraux

Boîtiers d'équipement électronique muraux périmétriques

Total de 5 :

- 4 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre
- 4 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre
- 4 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre
- 7 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre
- 6 caméras de raccordées sur une tour face à l'entrée principale

Réseau d'interconnexion à fibres optiques

Fibre de 62,5/125 micromètres partout, sauf pour la fibre de 50/125 micromètres entre les commutateurs

Réseau d'interconnexion à fibres optiques : 6 fibres entre la SEC et chaque boîtier périmétrique dans le sens horaire, 6 fibres vers chaque boîtier dans le sens antihoraire

Modules à fibre dans les boîtiers : American Fibertek, modèle MTM-1690P

Modules à fibre dans la SEC : American Fibertek, modèle RRM-1690P dans les paniers à cartes SR20/2

Contrôleur d'interface de fibres optiques dans les boîtiers seulement, pas dans les tableaux de connexion

Tableaux de connexion de la SEC : FIS, modèle F1-RM48X, 48 ports, quantité : 2

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

-Signaux vidéo des caméras transmis aux boîtiers périmétriques au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

-2 caméras sur le bâtiment B sont raccordées directement à la SEC au moyen de câbles coaxiaux, caméra située à moins de 90 mètres de la SEC.

Circuits d'alimentation c.a. périmétriques

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier de caméra

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier électronique

Espace dans les armoires

48 po d'espace vertical disponible dans l'armoire de la SEC

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Établissement de Drummond

Caméras

Caméra : Panasonic, modèle WV-BP550, quantité 18

Objectifs : Panasonic, modèle 13VD2.8-12, modèle 13VD5-50, quantité 18

Boîtiers de caméra

Boîtier : Pelco, modèle EH-5723-1 et EH-5700, quantité 18

Interface d'essuie-glace : entre les sorties LTU dans la SEC et les socles de coin par des câbles à fibres optiques.

Alimentations des relais d'essuie-glace : Omron, modèle S8TS-03012-E1, 12 V c.c., dans les boîtiers périmétriques

Boîtiers de l'équipement électronique périmétrique

Total de 4 : Boîtier d'équipement à chaque coin.

-4 caméras raccordées sur 1 boîtier périmétrique

-4 caméras raccordées sur 1 boîtier périmétrique

-4 caméras raccordées sur 1 boîtier périmétrique

-4 caméras raccordées sur 1 boîtier périmétrique

Boîtiers électriques périmétriques

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier de caméra

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier électronique

Réseau d'interconnexion à fibres optiques

Fibre de 62,5/125 micromètres partout, sauf pour la fibre de 50/125 micromètres entre les commutateurs

Réseau d'interconnexion à fibres optiques : 6 fibres entre la SEC et chaque boîtier périmétrique dans le sens horaire, 6 fibres vers chaque boîtier dans le sens antihoraire

Modules à fibre dans les boîtiers : American Fibertek, modèle MTM-1690P

Modules à fibre dans la SEC : American Fibertek, modèle RRM-1690P dans les paniers à cartes SR20/2

Contrôleur d'interface de fibres optiques dans les boîtiers seulement, pas dans les tableaux de connexion

Tableaux de connexion de la SEC : FIS, modèle F1-RM48X, 48 ports, quantité : 2

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

-Signaux vidéo des caméras transmis aux boîtiers périmétriques au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

-2 caméras sont transmises directement à la SEC au moyen de câbles coaxiaux. Câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

Espace dans les armoires

Aucune espace disponible.

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Établissement de Cowansville

Caméras

Caméra : Panasonic, modèle WV-BP550, quantité 26

Objectifs : Panasonic, modèle 13VD2.8-12, modèle 13VD5-50, quantité 26

Boîtiers de caméra

Boîtier : Pelco, modèle EH-5723-1, quantité 26

Alimentations des relais d'essuie-glace : 12 V c.c., dans les boîtiers périmétriques

Boîtiers de l'équipement électronique périmétrique

Total de 4 : Boîtier d'équipement à chaque coin.

-6 caméras raccordées sur 4 tours

-6 caméras raccordées sur 2 tours et la tour T5

-5 caméras de raccordées sur 4 tours et sur le toit du bâtiment 18

-8 caméras de raccordées sur 4 tours

Boîtiers électriques périmétriques

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier de caméra

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier électronique

Réseau d'interconnexion à fibres optiques

Fibre de 62,5/125 micromètres sur la clôture périmétrique. La fibre se rend à chacune des caméras, mais elle n'est pas branchée, elle pend dans chaque tour. Cette fibre n'est pas connectée aux caméras, elle n'est pas fonctionnelle. Cette fibre est brisée à quelques endroits elle doit être entièrement remplacé.

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

-Signaux vidéo des caméras transmis aux boîtiers périmétriques au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

-1 caméra est raccordée directement à la SEC au moyen d'un câble coaxial.

Espace dans les armoires

Aucune espace disponible.

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Établissement de La Macaza

Caméras

Caméra : Panasonic, modèle WV-BP550, quantité 39

Objectifs : Panasonic, modèle 13VD2.8-12, modèle 13VD5-50, quantité 39

Boîtiers de caméra

Boîtier : Pelco, modèle EH-5723-1, quantité 39

Interface d'essuie-glace : entre les sorties LTU dans la SEC et les socles de coin par des câbles à fibres optiques.

Alimentations des relais d'essuie-glace : Omron, modèle S8TS-03012-E1, 12 V c.c., dans les boîtiers périmétriques

Boîtiers de l'équipement électronique périmétrique

Total de 6 : Boîtier d'équipement à chaque coin.

-6 caméras raccordées sur la tour de garde GT2

-6 caméras raccordées sur les tours 11 et 12

-6 caméras de raccordées sur les tours 7, 8, 9, et 10

-4 caméras de raccordées sur les tours 3, 4, 5 et 6

-7 caméras de raccordées sur la tour de garde 4

-6 caméras de raccordées sur les tours 1 et 2

Boîtiers électriques périmétriques

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier de caméra

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier électronique

Réseau d'interconnexion à fibres optiques

Fibre de 62,5/125 micromètres partout, sauf pour la fibre de 50/125 micromètres entre les commutateurs

Réseau d'interconnexion à fibres optiques : 6 fibres entre la SEC et chaque boîtier périmétrique dans le sens horaire, 6 fibres vers chaque boîtier dans le sens antihoraire

Modules à fibre dans les boîtiers : American Fibertek, modèle MTM-1690P

Modules à fibre dans la SEC : American Fibertek, modèle RRM-1690P dans les paniers à cartes SR20/2

Contrôleur d'interface de fibres optiques dans les boîtiers seulement, pas dans les tableaux de connexion

Tableaux de connexion de la SEC : FIS, modèle F1-RM48X, 48 ports, quantité : 2

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

-Signaux vidéo des caméras transmis aux boîtiers périmétriques au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

-4 caméras sont transmises directement à la SEC au moyen de câbles coaxiaux. Câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

Espace dans les armoires

60 po d'espace vertical libre sur une largeur de 19 po, conforme à la norme EIA, dans les armoires de la SEC;

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Établissement de Joliette

Caméras

Caméra : Panasonic, modèle WV-BP550, quantité 17

Objectifs : Panasonic, modèle 13VD2.8-12, modèle 13VD5-50, quantité 17

Boîtiers de caméra

Boîtier : Pelco, modèle EH-5723-1 et EH-5722, quantité 17

Relais de commande d'essuie-glace : situé dans les boîtiers des caméras

Alimentations des relais d'essuie-glace : 12 V c.c.

Boîtiers de l'équipement électronique périmétrique

Aucun.

Boîtiers électriques périmétriques

Aucun.

Réseau d'interconnexion à fibres optiques

Aucun.

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

Signaux vidéo de toutes les caméras transmis à la SEC au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux. Ces câbles sont dans des conduits souterrains situés autour du périmètre.

Espace dans les armoires

40 po d'espace vertical libre sur une largeur de 19 po, conforme à la norme EIA, dans les armoires de la SEC;

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Établissement de Port-Cartier

Caméras

Caméra : Panasonic, modèle WV-BP550, quantité 25

Objectifs : Panasonic, modèle 13VD2.8-12, modèle 13VD5-50, quantité 25

Boîtiers de caméra

Boîtier : Pelco, modèle EH-5723-1

Alimentations des relais d'essuie-glace : 12 V c.c., dans les boîtiers périmétriques

Boîtiers de l'équipement électronique périmétrique

Total de 4 : Une dans chaque coin

-6 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre

-5 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre

-6 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre

-6 caméras de raccordées sur une tour dans un des coins du périmètre

Boîtiers électriques périmétriques

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier de caméra

Un circuit 15 A, 120 V c.a., pour chaque boîtier électronique

Réseau d'interconnexion à fibres optique

Il n'y a pas de fibres optique d'installées pour les caméras périmétrique.

Réseau d'interconnexion à câbles coaxiaux

-Signaux vidéo des caméras transmis aux boîtiers périmétriques au moyen d'un réseau de câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

-2 caméras sont transmises directement à la SEC au moyen de câbles coaxiaux. Câbles coaxiaux de moins de 90 mètres.

Espace dans les armoires

60 po d'espace vertical libre sur une largeur de 19 po, conforme à la norme EIA, dans les armoires de la SEC

Annexe C

Données particulières au système TCF du SPDI en place – Centre fédéral de formation

Plan de parcourt du câblage fibre optique et des interrupteurs réseaux.



PLan réseau IP et fibres optiques.vsd

Tableau des interconnexions sur chacun des interrupteurs réseaux facilitant le repérage des câbles déployés à ce site :

Port #	Localisation des commutateurs et adresse ip de gestion								
	Commutateur #1 salle contrôle 192.168.32.225	Commutateur #2 salle contrôle 192.168.32.226	Commutateur Tour #1 192.168.32.228	Commutateur Mur 1-2 192.168.32.239	Commutateur Tour #2 192.168.32.229	Commutateur Mur 2-3 192.168.32.227	Commutateur Tour #3 192.168.32.230	Commutateur Mur 3-4 192.168.32.240	Commutateur Tour #4 192.168.32.231
1									
2									
3	Poste de Visionnement 4	Automate	Amplificateur IP7-40	Caméra 32	Amplificateur IP7-07	Caméra 34	Amplificateur IP7-18	Caméra 36	Amplificateur IP7
4	Poste de Visionnement 1	Nvus-VCR-1	Amplificateur IP7-41	Caméra 33	Amplificateur IP7-08	Caméra 35	Amplificateur IP7-19	Caméra 37	Amplificateur IP7
5	Poste de Visionnement 2	Interface PPCC	Amplificateur IP7-01		Amplificateur IP7-09		Amplificateur IP7-20		Amplificateur IP7
6	Poste de Visionnement 3	Nvus-VCR-2	Amplificateur IP7-02		Amplificateur IP7-10		Amplificateur IP7-21		Amplificateur IP7
7	Intercom IP7-HP43	Interface Fouille	Amplificateur IP7-03		Amplificateur IP7-11		Amplificateur IP7-22		Amplificateur IP7
8	Cam-41	Nvus-VCR-3	Amplificateur IP7-04		Amplificateur IP7-12		Amplificateur IP7-23		Amplificateur IP7
9	Cam-39	Interface MCCP	Amplificateur IP7-05		Amplificateur IP7-13		Amplificateur IP7-24		Amplificateur IP7
10	Cam-38	Archiveur	Amplificateur IP7-06		Amplificateur IP7-14		Amplificateur IP7-25		Amplificateur IP7
11	Cam-42	Interface Ancien Poste de Contrôle			Amplificateur IP7-15		Amplificateur IP7-26		Amplificateur IP7
12	Cam-40	Archiveur			Amplificateur IP7-16		Amplificateur IP7-27		Amplificateur IP7
13		Intercom PCCP			Amplificateur IP7-17		Amplificateur IP7-28		Amplificateur IP7
14	Cam Gym	Intercom A-103					INTERCOM TOUR 3		
15		Intercom A-001A							
16	Link Senstar	Intercom A-108							
17	NVUS-1	Intercom AN-8000EX					PATCH PORT 2		
18	NVR-1	Intercom A-001					PATCH PORT 1		
19	NVR-3	Intercom A-004					WIFI-CAM		
20	NVR-2	Intercom A-106A					Contrôleur Tour 3 (Châssis déporté)		
21	TALK MASTER	Intercom MCCP	Caméra 19		Cam 20		Cam 31 Véhicule		
22		HPE-042	Caméra 22		Cam 21		Cam 24 Tour		Cam-17
23	ETH32		UPS Tour 1		UPS Tour 2		Cam 23 Tour		CAM-25
24							UPS Tour 3		UPS Tour4
1F	Vers Tour #4	Vers Comm Tour #1	Vers Switch # 2 CCP	Vers Tour #2	Vers Mur 2-3	Vers Tour #2	Vers Mur 2-3	Vers Tour #4	Vers Switch # 1 C
2F	Vers Switch # 2 CCP	Vers Switch # 1 CCP	Vers Mur 1-2	Vers Tour #1	Vers Mur 1-2	Vers Tour #3	Vers Mur 3-4	Vers Tour #3	Vers Mur 3-4
3F									
4F									
Port de fibre optique 1000 Base-SX									
Port cuivre 10/100/1000 Base-TX									
Port inexistant ou inutilisable									



Correctional Service Canada
Service correctionnel Canada

PROTECTED A ☐ B ☒ C ☐ ONCE COMPLETED
PROTÉGÉ A ☐ B ☒ C ☐ UNE FOIS REMPLI

**INSTITUTIONAL ACCESS
CPIC CLEARANCE REQUEST**

**ACCÈS À UN ÉTABLISSEMENT
DEMANDE DE VÉRIFICATION DU DOSSIER AU CIPC**

PLEASE PRINT INFORMATION CLEARLY - VEUILLEZ ÉCRIRE EN LETTRES MOULÉES

Institution - Établissement	Request received Demande reçue le	Date (YYYY/MM/DD) - (AAAA/MM/JJ)	PUT AWAY ON FILE CLASSER AU DOSSIER	3170-12
-----------------------------	--------------------------------------	----------------------------------	--	---------

A. PERSONAL INFORMATION - RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Surname Nom de famille	Full name (no nicknames or initials) Nom au complet (pas de surnoms ou d'initiales)	Maiden name (if applicable) Nom de jeune fille (s'il y a lieu)
Date of birth (YYYY/MM/DD) Date de naissance (AAAA/MM/JJ)	Place of birth - Lieu de naissance City/Town - Ville ou municipalité	Province/State - Province ou état
		Country - Pays

B. PHYSICAL DESCRIPTION - DESCRIPTION PHYSIQUE

<input type="checkbox"/> Male Homme	<input type="checkbox"/> Female Femme	Height - Grandeur	Weight - Poids	Eye color - Couleur des yeux	Hair color - Couleur des cheveux
--	--	-------------------	----------------	------------------------------	----------------------------------

C. ADDRESS - ADRESSE

Street - Rue	City/Town - Ville ou municipalité	Province	Telephone number - Numéro de téléphone Home - Domicile	Work - Bureau
Representing (name of company/organization) - Représente (nom de la compagnie ou de l'organisation)				

D. GENERAL INFORMATION - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Have you ever been convicted of a criminal offence for which you have not been granted a pardon, or an offence for which you have been granted a pardon and such a pardon has been revoked? Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle pour laquelle on ne vous a pas octroyé un pardon ou d'une infraction pour laquelle on vous a octroyé un pardon qui a été révoqué?		<input type="checkbox"/> Yes Oui	<input type="checkbox"/> No Non
Do you personally know of any person incarcerated in a correctional facility? Connaissez-vous personnellement une personne qui est incarcérée dans un établissement correctionnel?		<input type="checkbox"/> Yes Oui	<input type="checkbox"/> No Non
Do you have any reason to believe coming into contact with this person could pose a risk to your or their personal safety? Avez-vous des raisons de croire que le fait d'entrer en contact avec cette personne pourrait présenter un risque pour votre sécurité personnelle ou la sienne?		<input type="checkbox"/> Yes Oui	<input type="checkbox"/> No Non
Are you related/associated to an inmate or on an inmate's visiting list? Êtes-vous apparenté ou associé à un détenu ou inscrit sur la liste des visiteurs d'un détenu?		<input type="checkbox"/> Yes Oui	<input type="checkbox"/> No Non

If you have answered YES to any of the above, please explain below. - Si vous avez répondu OUI à une des questions ci-dessus, veuillez fournir une explication ci-après.

E. SIGNATURE (When sections A to E are filled out completely, please return the completed form to the Institution for approval.)

(Une fois que les sections A à E ont été remplies, veuillez retourner le formulaire dûment rempli à l'établissement aux fins d'approbation.)

In making this application, I hereby give the Correctional Service of Canada my consent to use the information provided on this form to conduct such inquiries with police authorities as may be necessary to ascertain my suitability. Finally, I acknowledge that the Correctional Service of Canada has no responsibility for any harm that may come to me in the course of my activities, except where such harm is a direct result of negligence on the part of an employee(s) of the Service.

NOTE: Access may be denied for submitting false information. Passes may be issued for those receiving clearance and approval.

En soumettant la présente demande, j'autorise le Service correctionnel du Canada à se servir des renseignements fournis dans le formulaire afin de mener, auprès des services de police, toute enquête jugée nécessaire pour vérifier mon admissibilité. Par ailleurs, je conviens que le Service correctionnel du Canada ne peut être tenu responsable d'un préjudice subi dans le cadre de mes activités sauf si ce préjudice est directement attribuable à la négligence d'un ou de plusieurs employés du Service.

NOTA: Tout demandeur qui fournit de faux renseignements peut se voir refuser l'accès à l'établissement. Un laissez-passer peut être émis aux demandeurs dont la demande d'accès est approuvée.

Applicant's signature - Signature du demandeur

Date (YYYY/MM/DD) - (AAAA/MM/JJ)

F. FOR OFFICE USE ONLY - RÉSERVÉ AU SCC

Reason for clearance - Motif justifiant la demande d'accès

Department making the request (please print) Unité qui soumet la demande (en lettres moulées s.v.p.)	Signature of Division Head Signature du chef de la division	Date (YYYY/MM/DD) - (AAAA/MM/JJ)
<input type="checkbox"/> No criminal record Aucun casier judiciaire	<input type="checkbox"/> A possible criminal record #: Numéro du casier judiciaire possible :	Last entry: Dernière entrée :
<input type="checkbox"/> An outstanding warrant/charge held by: Auteur du mandat non exécuté/accusation en instance :		
APPROVAL - APPROBATION		
<input type="checkbox"/> Approved Approuvée	<input type="checkbox"/> Not approved Non approuvée	The individual has been advised. - Le demandeur a été informé de la décision. <input type="checkbox"/> Yes Oui <input type="checkbox"/> No Non
Security Intelligence Officer's signature Signature de l'agent de renseignements de sécurité	Date (YYYY/MM/DD) (AAAA/MM/JJ)	Institutional Head's signature Signature du directeur de l'établissement
		Date (YYYY/MM/DD) (AAAA/MM/JJ)



Design Change/Deviation
Modification/Écart par rapport au modèle

Project No. - N° de projet	File No. - N° de dossier	Contract No. - N° de contrat
Customer Department - Ministère client		Design Change Serial No. N° de série de la modification
Contractor - Entrepreneur		<input type="checkbox"/> Permanent Change Modification définitive <input type="checkbox"/> Deviation Écart

1. Description of change and Reasons - Description de la modification et motifs

Total Estimated Cost - Prix de revient total prévu	Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur	Date
--	--	------

2. Customer Department - Ministère client

Approved - Approuvé

Date

3. Total Firm Price of Change - Prix Globale de la modification

Procurement Officer - Agent d'approvisionnement

Date

4. Change, if any, on Delivery Schedule - Modification éventuelle du calendrier de livraison

5. Aggregate Value of Design Changes - Valeur totale des modifications